



INTERNATIONAL JOURNAL

— OF GOVERNMENT AUDITING —

La revue internationale de l'audit gouvernemental

Édition spéciale : INCOSAI XXV

Le comité de rédaction

Margit Kraker, Présidente, Rechnungshof, Autriche
Karen Hogan, Auditeur général, Canada
Fadhila Gargouri, Premier Président par intérim, Cour des Comptes, Tunisie
Orice Williams Brown, Contrôleur Général par intérim, États-Unis d'Amérique
Gustavo Vizcaíno Gil, Contrôleur général, Venezuela

Le Président

Mark Keenan (U.S.A.)

La rédactrice en chef et vice-présidente

Jessica Du (États-Unis)

L'administration et les opérations

Tonita Gillich (États-Unis)
Jeanette Owens (États-Unis)

Les rédacteurs associés

Secrétariat de l'AFROSAI
Secrétariat de l'ARABOSAI
Secrétariat de l'ASOSAI
Secrétariat du CAROSAI
Secrétariat de l'EUROSAI
Secrétariat OLACEFS
Secrétariat du PASAI
Secrétariat général de l'INTOSAI
Bureau du vérificateur général, Canada
Bureau du vérificateur général, Tunisie
Bureau du vérificateur général, Venezuela
U.S. Government Accountability Office (Bureau de la responsabilité gouvernementale)

TI 2026 - Édition spéciale : INCOSAI XXV
Vol. 53 n° 1

La Revue internationale de l'audit gouvernemental est publiée trimestriellement en allemand, anglais, arabe, espagnol et français au nom de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Les institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Le Journal, qui est un organe officiel de l'INTOSAI, se consacre à l'avancement des procédures de l'avancement des procédures et des techniques d'audit techniques de contrôle des finances publiques. Les opinions et les croyances exprimées sont celles des contributeurs individuels et ne reflètent pas nécessairement reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'organisation.

Les rédacteurs en chef invitent les lecteurs à soumettre des articles, des rapports spéciaux, d'articles, de rapports spéciaux et de nouvelles, qui doivent être envoyés à la rédaction à l'adresse suivante à l'adresse suivante

U.S. Government Accountability Office
441 G Street, NW, Room 7814
Washington, D.C. 20548
U.S.A.

Courriel : intosaijournal@gao.gov

Étant donné que la revue est un outil d'enseignement, les articles les plus susceptibles d'être acceptés sont ceux qui traitent de la pragmatique et de l'éthique. Les articles les plus susceptibles d'être acceptés sont ceux qui traitent des aspects pragmatiques de l'audit du secteur public. Il s'agit notamment d'études de cas des études de cas, des idées sur de nouvelles méthodologies d'audit ou des détails sur des programmes de formation à l'audit. programmes de formation à l'audit. Les articles qui traitent principalement de théorie ne sont pas appropriés. Les lignes directrices pour la soumission d'articles sont disponibles à l'adresse suivante : <https://intosaijournal.org/submit-an-article/>.

La revue est distribuée gratuitement par voie électronique aux membres de l'INTOSAI et aux autres parties intéressées. Il est disponible en ligne sur intosaijournal.org et intosai.org, et en contactant le journal par courriel à intosaijournal@gao.gov.

Source de l'illustration de couverture : INTOSAI Journal

TABLE DES MATIÈRES

DANS CETTE ÉDITION

LETTRE DU JOURNAL

Dédicace au XXVe INCOSAI

5

EDITORIAL

Le XXVe INCOSAI : une vision d'audit renouvelable pour un monde en rapide mutation

8

NAVIGUER DANS LE VOYAGE

Le rôle des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans l'audit des banques centrales et des activités gouvernementales au cours des crises financières et économiques

12

L'utilisation des techniques d'intelligence artificielle dans l'audit

23

TEMPS FORTS DE L'INCOSAI

Le président Hussam Alangari reçoit le Prix de l'Avenir de l'INTOSAI au nom de la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite

36

L'AFROSAI-E remporte le Prix Kimi Makwetu pour l'excellence en matière de renforcement des capacités

40

Des auteurs de la Cour des comptes de la République de Lettonie remportent le Prix Staats du XXVe INCOSAI

44

Les jeunes leaders des ISC du Kenya et des Maldives récompensés pour leur excellence en matière de transformation et d'innovation

47

Principales adoptions, approbations et nominations à INCOSAI XXV

51

L'INTOSAI approuve la déclaration de Charm lors de l'INCOSAI XXV

58

Stands INCOSAI

61

LA PROCHAINE DESTINATION

Le Conseil d'audit de la République d'Indonésie accueillera le prochain INCOSAI en 2028

67

TABLE DES MATIÈRES

DANS CETTE ÉDITION

LE VOYAGE CONTINUE

Jurisai, une entité de l'Intosai !	70
Le PESA ouvre la voie à la qualification professionnelle des auditeurs des ISC dans le domaine de l'audit du secteur public lors de l'INCOSAI XXV	74
Un événement parallèle au XXVe INCOSAI met en lumière les premiers résultats du projet mondial IDI-OCDE sur l'indépendance des ISC	81
Les ISC démontrent leur valeur en contrôlant l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable	85
Fonds saoudien pour l'amélioration des performances des ISC (Saudi FISP) Meet & Greet – Points forts de l'événement parallèle à INCOSAI XXV à Sharm El Sheikh	92
L'audit coopératif sur les actions d'adaptation au changement climatique lancé lors de l'INCOSAI XXV	100
Au-delà des promesses et des plans : Faire de l'adaptation climatique une réalité	103
Comment l'audit des mesures d'adaptation au changement climatique (ACCA) a contribué au développement des capacités des ISC	108
L'innovation dans l'audit d'environnement – L'ISC de Finlande conclut la présidence du Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit d'environnement (WGEA)	112

CONTRIBUTION SPÉCIALE

Quarante ans d'IDI — et les partenariats qui l'ont rendu possible	121
--	-----



Source: Journal de l'INTOSAI

Dédicace au XXVe INCOSAI

Auteur : Jessica Du, rédactrice et vice-présidente, Journal de l'INTOSAI

Ce numéro du Journal est consacré au XXVe Congrès international des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INCOSAI), qui s'est tenu à Sharm El-Sheikh du 27 au 31 octobre 2025.

Depuis la création de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), qui a réuni 34 institutions supérieures de contrôle (ISC) à l'occasion de l'inauguration de l'INCOSAI à Cuba en 1953, l'INTOSAI n'a cessé d'évoluer pour relever les défis actuels du contrôle des finances publiques, tout en contribuant à façonner la communauté mondiale de la responsabilité de demain. L'INTOSAI est devenue une organisation comptant 195 membres à part entière, 5 membres associés et 2 membres affiliés. Au fil des ans, l'INTOSAI a opéré un changement stratégique pour soutenir les ISC dans la promotion et la mise en œuvre de la professionnalisation, du développement des capacités, du partage des connaissances, du développement durable et de la prospective.



Source: Journal de l'INTOSAI

Les expériences de la communauté de l'INTOSAI au cours des trois dernières années se reflètent dans les deux thèmes de l'INCOSAI, les ISC s'étant réunies pour réfléchir aux expériences passées et se projeter dans l'avenir. La discussion sur le thème I de l'INCOSAI, " Le rôle des ISC dans le contrôle des activités des banques centrales et des gouvernements pendant les crises financières et économiques ", a permis d'examiner comment les ISC jouent un rôle vital en aidant à garantir que les banques centrales et les gouvernements sont préparés aux crises financières et économiques et y répondent de manière transparente et efficace. La réflexion sur les expériences passées en matière de crises financières, y compris la récession COVID-19, peut contribuer à renforcer les capacités des ISC à réagir et à soutenir la bonne gouvernance dans les moments les plus difficiles. Le débat sur le thème II de l'INCOSAI, " L'utilisation des techniques d'intelligence artificielle (IA) dans l'audit ", a examiné comment les ISC peuvent tirer parti de l'IA et des avancées technologiques pour les audits, créer une plus grande efficacité et améliorer la performance des ISC, tout en reconnaissant le rôle essentiel de l'élément humain dans l'audit.

Au cours de l'INCOSAI XXV, la communauté a véritablement reflété la devise de l'INTOSAI, "L'expérience mutuelle profite à tous", car les dirigeants des ISC ont échangé avec enthousiasme leurs points de vue, forgé de nouveaux partenariats et renforcé les relations existantes. Grâce à un partage complet d'idées, de leçons apprises et de perspectives d'avenir, l'INTOSAI et ses ISC membres ont renforcé leur capacité collective à contrôler efficacement les activités gouvernementales et à promouvoir la transparence et la bonne gouvernance. Cet esprit de collaboration souligne la valeur durable de la coopération dans la promotion de la responsabilité dans le monde entier.



Source: Journal de l'INTOSAI

Nous remercions l'ISC d'Égypte d'avoir organisé un événement engageant, stimulant et énergisant et nous sommes reconnaissants à tous les participants à l'INCOSAI XXV d'avoir pris part à cette étape importante de l'INTOSAI.

Consultez l'album photo complet d'INCOSAI XXV [ici](#).



Mohamed El-Faisal Youssef, Conseiller, Président de l'Autorité nationale de contrôle des comptes de l'Égypte. Source: L'Autorité nationale de contrôle des comptes de l'Égypte

Le XXVe INCOSAI : une vision d'audit renouvelable pour un monde en rapide mutation

Auteur : Mohamed El-Faisal Youssef, Conseiller, Président de l'Autorité nationale de contrôle des comptes de l'Égypte, président de l'INTOSAI

La République arabe d'Égypte représentée par l'ISC de l'Égypte (ASA), a eu l'honneur d'accueillir cet événement international majeur dans la ville de Charm el-Cheikh, du 27 au 31 octobre 2025, sous les auspices de S.E Monsieur Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République arabe d'Égypte. Cette organisation reflète la conscience de l'État égyptien de l'importance du rôle d'audit en tant que pilier fondamental pour le renforcement de la bonne gouvernance, la consolidation des principes de la transparence et de la responsabilité, ainsi que la protection (la préservation) des fonds publics.

La tenue du Congrès a été précédée par la réunion du Comité directeur de l'INTOSAI, les 27 et 28 octobre 2025, au cours de laquelle le Comité directeur a examiné les rapports du Président et du Vice-président de l'INTOSAI, du Secrétariat général, ainsi que les rapports des commissions d'objectifs stratégiques, en plus des organes clés concernés, notamment la Revue internationale de la vérification des comptes publics et l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI). Le Comité directeur a également passé en revue les rapports d'activités des organisations régionales affiliées à l'INTOSAI. Ces discussions ont reflété la profondeur de l'intégration institutionnelle au sein de l'Organisation et l'engagement de ses membres à aligner la vision stratégique sur les priorités de mise en œuvre opérationnelle et de renforcement des capacités.

Le 29 octobre 2025, les travaux de la 25^{ème} Assemblée générale de l'INTOSAI ont été officiellement ouverts en présence de S.E. le Premier ministre égyptien, Dr Mostafa Madbouly, aux côtés de plusieurs hautes personnalités publiques, ministres et représentants du gouvernement égyptien. Cette participation a constitué un message clair reflétant l'estime institutionnelle accordée à l'importance de cet événement, ainsi que la reconnaissance croissante du rôle central que jouent les ISC dans le soutien à la stabilité des politiques publiques et le renforcement de la confiance des citoyens dans les institutions de l'État.

Pour faire suite à ce qui précède, Le XXVe INCOSAI a connu une large participation internationale, tant au sein qu'en dehors de la communauté de l'INTOSAI, reflétant la place éminente et le poids de cet événement sur la scène mondiale d'audit. Le nombre total de participants a atteint environ 650 participants, représentant près de 145 ISC et entités placées sous l'égide de l'INTOSAI. Le Congrès a également réuni des délégations de haut niveau représentant des organisations internationales partageant un intérêt commun pour la gouvernance, la responsabilité et le développement durable, ce qui a incarné le caractère inclusif du Congrès et a confirmé l'élargissement des cercles d'interaction et de complémentarité entre les différents acteurs du système international d'audit.

Les travaux du Congrès ont porté sur deux thèmes techniques majeurs qui ont constitué l'axe de discussions approfondies entre les ISC membres. Le premier thème, intitulé « Le Rôle que jouent les ISC dans l'Audit des Banques Centrales et des activités gouvernementales au cours des crises financières et économiques. », a été présidé par le Government Accountability Office (U.S. GAO) des États-Unis d'Amérique. Il a abordé des dimensions essentielles liées au renforcement des cadres d'audit en période d'incertitude, ainsi qu'à la recherche d'un équilibre délicat entre l'indépendance, la transparence et la gestion des risques.

Le second thème, placé sous la présidence de l'ISC de l'Égypte (ASA), a porté sur l'utilisation des techniques d'intelligence artificielle dans l'audit », en tant qu'orientation stratégique visant à repenser les méthodologies du travail d'audit et à opérer une transition des modèles traditionnels vers des approches plus proactives et plus efficaces. Outre des axes techniques principaux, le Congrès s'est distingué par l'organisation de sessions de discussion de haut niveau, soigneusement conçues afin d'approfondir les débats sur des questions majeures en parfaite adéquation avec l'essence du travail d'audit contemporain. Parmi celles-ci figuraient notamment une session intitulée « La lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent : dimensions juridiques, institutionnelles et internationales », ainsi qu'une autre session intitulée « Les perspectives de l'intelligence artificielle dans l'audit public : la voie vers une gouvernance durable ».

Ces sessions ont été animées dans un cadre interactif et ouvert, favorisant un dialogue riche à perspectives multiples entre décideurs, experts et praticiens, contribuant à l'échange d'expériences nationales et internationales, à la présentation d'expériences pionnières et de meilleures pratiques, ainsi qu'à l'exploration des perspectives de coopération multilatérale, renforçant ainsi l'élaboration d'une vision collective d'audit, mieux à même d'anticiper les défis futurs et d'y faire face avec efficacité.

Dans ce contexte, à la lumière de l'importance capitale qu'occupent les questions de lutte contre la corruption dans l'agenda du travail d'audit au niveau international, j'ai personnellement assuré la modération de la session de discussion intitulée « La lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent : dimensions juridiques, institutionnelles et internationales », en ma qualité de Président de l'ISC de l'Égypte (ASA) et de Président de l'INTOSAI. Cette démarche visait à réaffirmer la place centrale qu'occupe ce dossier, conscient de l'entrelacement de ses dimensions et de la complexité de ses défis.

Les discussions ont mis l'accent sur la nécessité d'une intégration renforcée des cadres juridiques et institutionnels, ainsi qu'au renforcement du rôle préventif et d'audit des ISC face aux flux financiers illicites, ainsi que sur l'importance de la coopération internationale et de l'échange d'informations. Les discussions ont également souligné le rôle croissant des médias en tant que partenaire actif dans la promotion des valeurs de l'intégrité et de la transparence, et dans la sensibilisation du public aux risques liés à la corruption.

Quant à la deuxième session de discussion, intitulée « Les perspectives de l'intelligence artificielle dans l'audit public : la voie vers une gouvernance durable », elle a constitué une plateforme intellectuelle avancée pour débattre des profondes mutations que connaît le secteur public à l'ère de la révolution numérique. Cette session a porté sur les enjeux de la transformation institutionnelle, de la gouvernance durable et du renforcement des capacités numériques, tout en présentant des modèles innovants de partage des connaissances sans échange de données, et en examinant les défis pratiques et éthiques liés à l'application des technologies de l'intelligence artificielle dans le travail d'audit.

Les débats ont également mis en évidence le rôle fondamental de la transparence de l'information dans la lutte contre la désinformation et dans le renforcement de la confiance des citoyens envers les institutions publiques, consacrant ainsi la position des ISC en tant qu'acteur clé dans la conduite de la transition vers un audit intelligent.

Lors de la séance de clôture du Congrès, l'initiative MAAT a été annoncée. Il s'agit d'une initiative égyptienne, lancée par de l'ISC de l'Égypte (ASA), fondée sur une conviction profonde quant à l'importance de mobiliser les technologies de l'intelligence artificielle pour le développement du travail d'audit et pour promouvoir l'utilisation des technologies modernes dans un cadre de gouvernance et d'éthique clairement défini. Cette initiative a été présentée à l'Assemblée générale, qui en a pris note, ouvrant ainsi la voie à la présentation de détails techniques et de mise en œuvre supplémentaires lors de la prochaine réunion du Conseil d'administration, ce qui témoigne de l'engagement de l'INTOSAI à innover en matière d'audit pour répondre aux enjeux émergents d'aujourd'hui et de demain.

Dans le cadre des résultats du Congrès, la Déclaration de Charm el-Cheikh a été adoptée par l'Assemblée générale en tant que document de référence officiel couronnant les travaux du XXVe INCOSAI et incarnant la synthèse des discussions approfondies et des consensus institutionnels qui ont marqué ses travaux. Cette Déclaration a résumé les principales décisions et conclusions issues du Congrès en mettant en lumière les visions communes, les réalisations accomplies et les recommandations stratégiques visant à renforcer l'efficacité du travail d'audit aux niveaux national et international. Elle a également établi un cadre global traduisant la volonté collective des membres de l'INTOSAI et définissant leurs objectifs stratégiques face aux défis émergents, en particulier dans un contexte de transformations économiques et technologiques accélérées, tout en soulignant l'importance du renforcement de l'échange de connaissances, de l'intensification de la coopération et de la maximisation de la valeur ajoutée de l'INTOSAI en tant que plateforme mondiale de premier plan au service de la bonne gouvernance et du développement durable.

Le XXVe INCOSAI n'a pas été un simple rendez-vous périodique, mais a constitué une véritable plateforme intellectuelle et professionnelle destinée à renouveler l'engagement collectif en faveur du rôle des ISC en tant qu'acteur central du système de gouvernance mondiale et force motrice de la réalisation du développement durable. Dans cette perspective, la Présidence de l'INTOSAI réaffirme son engagement à poursuivre le travail avec l'ensemble des membres, à approfondir les liens de coopération et à capitaliser sur les résultats de ce Congrès, afin de consolider la position de l'INTOSAI en tant qu'organisation pionnière, capable de conduire la réflexion mondiale en matière d'audit dans un monde marqué par la complexité et l'accélération du changement.

- Le Conseiller / Mohamed El-Faisal Youssef, Président de l'ISC de l'Égypte (ASA), Président de l'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle (INTOSAI)



Intervenants du thème 1. Source: Journal de l'INTOSAI

Le rôle des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans l'audit des banques centrales et des activités gouvernementales au cours des crises financières et économiques

Auteure : Jessica Du, Vice-présidente et Rédactrice en chef de la Revue internationale de la vérification des comptes publics

Lors du 25^{ème} Congrès international des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INCOSAI), les délégués se sont penchés sur une question cruciale à laquelle sont confrontées les institutions publiques aujourd'hui : comprendre le rôle que les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) devraient jouer dans l'audit des banques centrales et des activités gouvernementales au cours des crises financières et économiques.

Un thème opportun et sensible

En présentant le premier thème technique du Congrès, le président de l'INTOSAI, Mohamed El-Faisal Youssef, de l'Autorité nationale de contrôle des comptes (ASA) de l'Égypte, a donné le ton de la discussion en soulignant la diversité des mandats dans le cadre desquels les ISC opèrent. Il a fait remarquer que, selon les juridictions, certaines ISC audient directement les banques centrales, tandis que d'autres sont limitées par des cadres juridiques ou constitutionnels conçus pour protéger l'indépendance monétaire. Cependant, indépendamment de ces différences, la responsabilité fondamentale des ISC reste la même : s'adapter en période de crise, atténuer les risques et renforcer la confiance des citoyens dans les institutions publiques. Il a souligné que les crises financières ne perturbent non seulement les marchés, elles mettent également à l'épreuve les systèmes de gouvernance.



Le président de l'INTOSAI, Mohamed El-Faisal Youssef, de l'Autorité nationale de contrôle de l'Égypte (ASA). Source : Journal de l'INTOSAI



Intervenants du thème 1. Source : Journal de l'INTOSAI

Cartographier le paysage mondial

Pour ancrer la discussion dans la réalité, Steve Sanford, Directeur général de la Cour des comptes (Government Accountability Office, GAO) des États-Unis d'Amérique, a mis en avant le document du thème 1 et présenté les conclusions d'une enquête mondiale menée par le Groupe de travail de l'INTOSAI sur la stabilité financière et économique. Environ un tiers des membres de l'INTOSAI ont répondu, ce qui a permis d'obtenir un aperçu général des pratiques actuelles.

Les résultats de l'enquête ont fourni des informations importantes sur le paysage mondial actuel. Environ 70 % des ISC ayant répondu ont déclaré disposer d'une certaine autorité pour auditer leur banque centrale, tandis qu'environ 30 % ont indiqué n'en avoir aucune. Même lorsque cette autorité existait, son champ d'application variait considérablement, allant d'audits financiers, de conformité et de performance complets à des responsabilités plus limitées ou plus étroitement définies.

Dans toutes les régions, les ISC ont fait état de défis communs : expertise technique limitée en matière d'instruments financiers complexes, autorité d'audit restreinte, difficulté d'accès aux données sensibles et tâche délicate consistant à préserver l'indépendance de la banque centrale tout en garantissant la responsabilité. Les participants ont convenu que la question n'était pas de savoir si les banques centrales devaient être auditées, mais comment trouver un équilibre qui respecte l'autonomie sans sacrifier la transparence.



Stephen Sanford, directeur général de la planification stratégique et des relations extérieures, GAO (États-Unis).
Source : Journal de l'INTOSAI

L'expérience de l'Égypte : l'audit de la réponse à la crise

L'expérience de l'Égypte a fourni une étude de cas pratique. Au cours de la crise financière mondiale de 2008, puis à nouveau pendant la pandémie de COVID-19, la Banque centrale d'Égypte a déployé des outils de politique monétaire pour absorber les chocs économiques, en ajustant les taux d'intérêt, les réserves obligatoires et les mécanismes de liquidité. Le gouvernement a simultanément mis en place des programmes sociaux de protection afin de protéger les citoyens contre l'inflation et la perte de revenus.

Ali Abdel-Aal, Chef de secteur à l'ASA, a détaillé comment les dépenses publiques ont atteint 41 milliards de livres égyptiennes entre 2024 et 2025 en réponse aux pressions économiques persistantes. Les initiatives allaient des programmes de sécurité alimentaire aux subventions visant à augmenter le pouvoir d'achat. Des remises allant jusqu'à 20 % ont été accordées sur certains produits, à condition qu'au moins 25 % de leurs composants soient fabriqués localement.



Ali Abdel-Aal, chef de secteur à l'Autorité nationale de contrôle des comptes d'Égypte. Source : Journal de l'INTOSAI

D'autres initiatives ont financé des petites et moyennes entreprises, soutenu le secteur du tourisme et financé des projets de développement dans les domaines des énergies renouvelables et de l'agriculture.

Le rôle de l'ASA n'était pas de remettre en question les décisions de politique monétaire, mais d'évaluer l'efficacité et l'efficience de ces initiatives. L'ASA a évalué si les fonds parvenaient aux bénéficiaires visés, si les contrôles internes étaient adéquats et si les objectifs des initiatives étaient atteints.

Les conclusions de l'audit ont donné lieu à des recommandations visant à renforcer les mécanismes d'audit interne, à améliorer la coordination entre les organismes de mise en œuvre et à accroître l'efficacité de la gestion des ressources publiques. Cependant, des défis subsistaient, notamment en ce qui concerne la complexité de la coordination entre plusieurs institutions et la transformation numérique en cours des bases de données de soutien.

La leçon était claire : en temps de crise, l'audit doit être flexible, fondé sur les risques et tourné vers l'avenir. Les ISC doivent identifier les activités à haut risque, se prémunir contre la corruption et la mauvaise gestion, et transformer les défis en opportunités d'amélioration systémique.

Le point de vue saoudien : contrôles internes et indépendance

Depuis l'Arabie saoudite, Mme Lama AlHammadi, de la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite, a souligné l'importance de renforcer les contrôles internes en période de turbulences financières.

Bien que la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite n'ait pas pour mandat d'auditer directement la banque centrale d'Arabie saoudite, elle a mené des audits approfondis des mesures prises par le gouvernement pendant la pandémie de COVID-19, examinant les programmes de soutien salarial, les mesures d'allègement fiscal et les initiatives en matière de sécurité alimentaire. Ses remarques reflétaient une conception commune : les mesures fiscales et monétaires sont « les deux faces d'une même médaille ». Même lorsqu'un côté reste hors du champ de compétence directe de l'autorité d'audit, le côté visible, à savoir les charges publiques, doit être examiné avec rigueur.

Selon elle, les auditeurs dans ce domaine doivent posséder plus que des compétences comptables traditionnelles. Ils doivent avoir une connaissance approfondie de la politique microéconomique, de la réglementation financière, de la gestion des liquidités et des mécanismes de réponse aux crises. Des capacités d'analyse et une maîtrise des technologies sont également essentielles, en particulier à mesure que les systèmes financiers deviennent plus numérisés et complexes.



Mme Lama AlHammadi, de la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite. Source : Journal de l'INTOSAI

L'Union Européenne : une complexité à grande échelle

Mijal Koslovs, de la Cour des comptes européenne (CCE), a décrit la manière dont l'Union Européenne a abordé la réforme de la gouvernance financière après la crise de 2008. En 2012, l'UE a créé l'Union bancaire européenne, établissant un Mécanisme de surveillance unique, un Mécanisme de résolution unique et un ensemble de règles unifiées pour les États membres.

Ces réformes ont transféré de nouveaux outils opérationnels et de nouvelles responsabilités de surveillance au niveau de l'UE, suscitant des attentes en matière de contrôle indépendant. Cependant, elles ont également introduit une certaine complexité. Les mandats d'audit couvrent désormais plusieurs niveaux : les autorités nationales de surveillance, les institutions de l'UE et les accords intergouvernementaux.

La Cour des comptes européenne a abordé cette évolution en réalisant des audits de performance et en instaurant une confiance mutuelle avec les entités auditées. Cependant, elle a indiqué que l'expérience n'avait pas été simple. Chaque audit dans ce domaine est unique, politiquement sensible et techniquement exigeant. Les préoccupations en matière de confidentialité et les obstacles au partage d'informations ont nécessité la mise en place d'une infrastructure technologique sécurisée et la mise à niveau des systèmes. Néanmoins, le principe fondamental reste le même : l'indépendance et la responsabilité ne sont pas des forces opposées. Correctement structurées, elles se renforcent mutuellement.



Mihails Koslovs, de la Cour des comptes européenne (CCE). Source : Journal de l'INTOSAI.

Renforcer les capacités pour une nouvelle ère

Tout au long des discussions thématiques en petits groupes linguistiques sur le thème 1, un message cohérent s'est dégagé : la capacité institutionnelle est le fondement de la crédibilité. La Cour générale des comptes d'Arabie saoudite a fait office de rapporteur général et a synthétisé les discussions linguistiques animées par la Commission générale d'audit du Libéria (ISC du Libéria) et le Bureau du Contrôleur de l'État d'Israël (ISC d'Israël) [en anglais] ; le Bureau d'audit de Jordanie (ISC de Jordanie) et la Cour des comptes de Tunisie (ISC de Tunisie) [en arabe] ; le Bureau du Vérificateur général du Canada (ISC du Canada) et la Cour des comptes du Sénégal (ISC du Sénégal) [en français] ; et le Bureau du Contrôleur général de la République du Panama (ISC du Panama) et le Contrôleur général de la République du Pérou (ISC du Pérou).



Modérateurs du thème 1. Source : Journal de l'INTOSAI.

L'audit des banques centrales et des régulateurs financiers exige une expertise en économie, en réglementation bancaire, en gestion des risques et en analyse macroéconomique. Les participants ont noté une baisse inquiétante du nombre d'étudiants s'inscrivant dans des programmes d'économie dans certaines régions, ce qui contribue à une pénurie de spécialistes expérimentés.

De plus, des crises telles que celle de la COVID-19 ont mis en évidence des difficultés opérationnelles. Les restrictions de déplacement ont limité l'accès aux entités auditées. Cependant, comme l'ont souligné les participants à l'INCOSAI, les normes éthiques et les exigences en matière de preuves ne peuvent être assouplies. Les auditeurs doivent s'adapter en recourant à des procédures alternatives, à des outils numériques et à des canaux de données sécurisés, mais ils ne peuvent faire de compromis sur les preuves.

Les normes internationales telles que l'ISSAI 315 soulignent la nécessité pour les auditeurs de bien comprendre le contexte. Les délégués ont convenu que l'audit en situation de crise nécessite une formation professionnelle continue, des équipes multidisciplinaires, des analyses de données avancées et même l'utilisation stratégique de l'intelligence artificielle pour traiter des ensembles volumineux de données et détecter les modèles de risque.

L'INTOSAI et ses organes régionaux ont été identifiés comme des plateformes essentielles pour l'échange de connaissances, par le biais d'ateliers, d'examen par les pairs, d'échanges de personnel et d'audits parallèles. Cela a encore souligné l'importance du partage d'expériences pour renforcer la résilience collective des ISC.

Clarté juridique et coopération structurée

Une question récurrente a concerné les mandats légaux lors des discussions sur le thème 1. Dans certaines juridictions, les accords monétaires dépassent le cadre de l'autorité nationale, ce qui complique la surveillance. Environ sept ISC sur dix ont déclaré disposer d'une certaine autorité légale pour auditer leur banque centrale ; trois sur dix ont déclaré n'en avoir aucune. Lorsque cette autorité existe, elle exclut souvent les jugements de politique monétaire tout en autorisant l'examen des processus de gouvernance, des rapports financiers et des performances opérationnelles.

Les participants au Congrès ont souligné l'importance de mandats législatifs clairs. L'ambiguïté peut conduire soit à une intervention excessive, soit à une restriction indue, deux situations qui affaiblissent la responsabilité. En revanche, des limites bien définies encouragent une coopération constructive et renforcent le respect mutuel entre les institutions. La surveillance ne doit pas empiéter sur l'indépendance politique, mais cette indépendance ne doit pas non plus devenir un moyen de se soustraire à tout contrôle.



Groupes de discussion du thème 1. Source : INTOSAI Journal.

Au-delà de l'audit financier : une vision plus large

Au fil des discussions, une vision plus globale des ISC s'est dégagée : le rôle des ISC en période de crise devrait aller au-delà de l'audit financier classique et s'étendre à l'évaluation à long terme de l'efficacité des politiques, à l'analyse macroéconomique et à l'évaluation proactive des risques émergents.

Les auditeurs doivent non seulement se demander si les fonds ont été dépensés légalement, mais aussi si les interventions ont protégé les plus vulnérables, renforcé la résilience économique et justifié les ressources publiques déployées.

La surveillance des crises doit évaluer la coordination entre les ministères des finances, les banques centrales et les régulateurs, car les crises mettent à l'épreuve les systèmes, et non les institutions isolées. L'audit en temps réel et les mécanismes de suivi structurés peuvent transformer les conclusions en réformes tangibles.



Mme Yara Alaqeel, de la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite, rapporteure générale du thème 1. Source : Journal de l'INTOSAI

Un partenariat pour l'intégrité

Alors que l'INCOSAI clôturait ce thème, une conviction commune a résonné à travers les régions et les systèmes juridiques : la surveillance et l'indépendance sont des partenaires en matière d'intégrité.

Les banques centrales garantissent la stabilité des prix et la confiance financière. Les gouvernements déploient des outils budgétaires pour protéger les citoyens, et les ISC se trouvent à la croisée des chemins, veillant à ce que les ressources publiques soient gérées de manière légale, efficace et de façon à maintenir la confiance.

Les crises économiques et financières continueront de mettre les nations à l'épreuve. Mais lorsque l'autorité d'audit est claire, que les capacités sont solides et que la collaboration est sincère, la surveillance devient plus qu'un exercice rétrospectif, elle est aussi un instrument stratégique de résilience dans les moments difficiles. Les audits ne sont pas seulement un examen des dépenses. Ils contribuent à garantir la confiance entre les citoyens et les institutions qui les servent, et constituent un investissement dans la résilience économique et financière en période difficile.



Table ronde sur le thème II de l'INCOSAI. Source : Journal de l'INTOSAI

L'utilisation des techniques d'intelligence artificielle dans l'audit

Auteure : Jessica Du, Vice-présidente et Rédactrice en chef de la Revue internationale de la vérification des comptes publics

Au cours du XXVe INCOSAI, les délibérations ont porté sur le rôle croissant de l'intelligence artificielle (IA) dans l'avenir de l'audit du secteur public. Les délégués des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) du monde entier se sont réunis pour examiner les opportunités offertes par un développement technologique qui peut avoir des implications profondes en matière de responsabilité, de gouvernance et de confiance du public.

Le thème technique II, intitulé « L'utilisation des techniques d'intelligence artificielle dans l'audit », était présidé par Mohamed El-Faisal Yousef, président de l'Autorité nationale de Responsabilité de l'État de l'Égypte et Président de l'INTOSAI. Dans son discours d'ouverture, il a situé la discussion dans un cadre de continuité et de responsabilité, soulignant que l'intégration de l'IA ne doit pas être considérée comme une rupture avec les processus établis, mais comme une évolution délibérée et soigneusement contrôlée, fondée sur le jugement professionnel, les normes éthiques et une surveillance institutionnelle rigoureuse.



Table ronde sur le thème II de l'INCOSAI. Source : Journal de l'INTOSAI

Évaluation du paysage mondial : des perspectives encourageantes avec des garanties claires

L'ISC d'Égypte a présenté les résultats d'une enquête mondiale exhaustive menée au sein de l'INTOSAI dans le cadre du document thématique II. Plus de 60 ISC ont apporté leur point de vue, révélant des perspectives positives quant à l'adoption de l'IA dans l'audit.

Une écrasante majorité (92 %) des ISC ayant répondu à l'enquête estiment que l'IA peut améliorer les résultats des audits. 87 % voient des avantages évidents à l'utilisation de l'IA pour soutenir les évaluations des risques. 90 % prévoient d'intégrer l'IA dans leurs processus d'audit. Plus de la moitié anticipent une réduction des tâches routinières grâce à l'utilisation de l'IA dans les audits.



Le président de l'INTOSAI, Mohamed El-Faisal Youssef, de l'Autorité égyptienne de responsabilité publique (ASA).
Source : Journal de l'INTOSAI

Cet optimisme n'était toutefois pas naïf. Les répondants à l'enquête ont souligné leurs préoccupations concernant la qualité des données, la transparence des algorithmes, les cadres de gouvernance et la culture numérique. Ils ont convenu que l'intégration de l'IA nécessite plus que l'achat de logiciels : elle exige une transformation numérique, une maîtrise des algorithmes et un modèle hybride où les capacités des machines complètent l'expertise humaine. Les délégués de l'INCOSAI ont massivement convenu que l'IA ne remplace pas les auditeurs, mais qu'elle est un partenaire.

Les 24 études de cas présentées par 13 ISC illustrant les applications pratiques de l'IA, ainsi que les initiatives stratégiques, ont fait ressortir un thème récurrent : l'approche hybride est la voie la plus efficace à suivre, combinant les capacités algorithmiques avec l'expérience humaine et associant l'automatisation à une surveillance éthique rigoureuse.



L'ISC d'Égypte présente les résultats de l'enquête menée au sein de l'INTOSAI sur l'intégration de l'IA et les perspectives de mise en œuvre au sein de la communauté des auditeurs. Source : Journal de l'INTOSAI

La science d'une meilleure gouvernance

La perspective intellectuelle s'est élargie grâce aux réflexions d'Helen Margetts, professeure de société et d'Internet à l'université d'Oxford et directrice du programme de politique publique à l'Institut Alan Turing.

Elle a rappelé aux délégués que la plupart des systèmes d'IA actuels ont été conçus par et pour le secteur privé. Les gouvernements ne sont pas encore à la tête de cette révolution, mais ils pourraient l'être. Selon elle, le potentiel est énorme. L'IA pourrait transformer la manière dont les gouvernements communiquent avec les citoyens, accordent des droits, traitent les demandes et allouent les ressources. Derrière chaque autorisation de licence ou versement de prestations sociales se cache une chaîne de « micro-décisions ». Bon nombre de ces tâches répétitives et volumineuses pourraient être automatisées de manière sûre et efficace grâce à l'IA.

Mme Margetts a lancé un avertissement clair : la productivité seule ne suffit pas. L'équité doit rester au cœur du débat sur l'IA. Les systèmes d'IA reproduisent les biais inhérents aux données historiques et aux décisions humaines. Sans mesures de protection délibérées, les inégalités pourraient être amplifiées plutôt que réduites.

Elle a souligné que les gouvernements ne peuvent pas mettre en place des systèmes d'apprentissage automatique qui sont « corrects à 85 % ». La confiance du public exige une quasi-certitude. Cela nécessite des expérimentations, des projets pilotes et une mise à l'échelle progressive, associés à l'inclusion numérique, à la clarté de la gouvernance et à la collaboration internationale.



Helen Margetts, professeure en société et Internet à l'université d'Oxford et directrice du programme de politique publique à l'Institut Alan Turing. Source : Journal de l'INTOSAI

L'IA en pratique : l'audit financier et au-delà

De la théorie à la pratique, Gareth Davies, Contrôleur et Auditeur général du Bureau national d'audit, a expliqué comment l'IA est déjà en train de transformer les audits financiers.

Des modèles d'apprentissage automatique sont utilisés pour l'analyse des risques de fraude. Des outils prêts à l'emploi tels que Data Snipper automatisent les tests d'audit de routine. Des outils d'IA générative aident à examiner les procès-verbaux des conseils d'administration. Les premiers résultats ont montré une efficacité accrue, un gain de temps et une expérience plus riche pour les stagiaires. Le recrutement a même été ajusté à mesure que la productivité augmentait.

Mais le Contrôleur et Auditeur général Davies a été catégorique : l'IA change la manière dont les audits sont menés, pas la raison pour laquelle ils sont menés. Le jugement professionnel reste primordial. Les auditeurs doivent également examiner de près l'utilisation des systèmes d'IA par les gouvernements eux-mêmes, afin de garantir la transparence, l'équité et une bonne gouvernance.



Gareth Davies, contrôleur et vérificateur général du Bureau national d'audit du Royaume-Uni. Source : Journal de l'INTOSAI

M. Ahmed AlQurashi, CPA, directeur de l'assurance de l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques d'Arabie saoudite, a expliqué aux délégués comment la Cour générale des comptes, grâce à une base de connaissances alimentée par l'IA pour les audits financiers, améliore l'efficacité des audits afin d'aider les auditeurs à approfondir leurs connaissances. La base de connaissances améliore l'exécution des tâches, soutient le jugement professionnel et améliore la qualité de la documentation. Il a fait remarquer que l'IA est un facilitateur, et non un substitut aux auditeurs, et que l'essence même de l'audit repose sur notre jugement professionnel.



M. Ahmed AlQurashi, expert-comptable agréé, directeur de l'assurance à l'ISC d'Arabie saoudite. Source : Journal de l'INTOSAI

De même, B.K. Mohanty, directeur général et directeur technique de l'ISC de l'Inde, a montré comment l'IA soutient les audits de performance. Dans une étude de cas portant sur un audit environnemental où les sites de plantation étaient inaccessibles, des modèles d'IA ont analysé des images satellites pour estimer la hauteur des arbres, identifier les espèces, mesurer la densité du couvert forestier et examiner les schémas de drainage. Ce qui nécessitait auparavant une présence physique est devenu possible grâce à l'analyse d'images et à l'apprentissage automatique.

L'IA a également été déployée pour l'évaluation des risques dans le domaine des marchés publics, afin de détecter des schémas tels que les annulations répétées d'appels d'offres, les adresses IP communes entre les soumissionnaires et les relations réseau indiquant une collusion potentielle. Dans ces cas, l'IA n'a pas remplacé les preuves d'audit, mais les a plutôt élargies.



B.K. Mohanty, directeur général et directeur des technologies à l'ISC de l'Inde. Source : Journal de l'INTOSAI

Auditer l'IA elle-même

Si l'IA transforme le gouvernement, les auditeurs doivent alors auditer l'IA. Jan Roar Beckstrom, scientifique en chef des données au Bureau national d'audit de Norvège, a présenté un point de vue réaliste : l'IA n'est pas magique. Il s'agit d'un système informatique, et l'audit des systèmes informatiques est déjà un domaine familier.

Représentant le Bureau national d'audit de Norvège, le vice-président du thème technique II, Jan Roar Beckstrom, a présenté un audit norvégien récent qui a révélé que les conditions préalables à l'adoption à grande échelle de l'IA au sein du gouvernement central n'étaient pas encore réunies. Les cadres éthiques et les principes d'utilisation responsable étaient encore en cours d'élaboration.



Jan Roar Beckstrom, responsable scientifique des données au Bureau national d'audit de Norvège. Source : Journal de l'INTOSAI

M. Beckstrom a posé des questions essentielles que les auditeurs devraient se poser :

- Pourquoi l'IA a-t-elle été introduite ?
- Les hypothèses étaient-elles raisonnables ?
- Le système est-il transparent et explicable ?
- Les biais ont-ils été pris en compte ?

Afin d'aider les auditeurs du monde entier, les ISC d'Allemagne, du Royaume-Uni, du Brésil, des Pays-Bas, de Finlande et de Norvège ont collaboré à l'élaboration d'un guide pratique pour l'audit des algorithmes d'apprentissage automatique, disponible sur auditingalgorithms.net. Le message était clair : la surveillance de l'IA nécessite des normes communes et une harmonisation internationale.

La voie structurée du Kenya vers l'intégration de l'IA

Nancy Gathungu, Auditrice générale du Kenya, a partagé le parcours inspirant du Bureau de l'Auditeur général du Kenya, qui a suivi une voie audacieuse mais structurée. Grâce à son unité chargée de l'assurance des systèmes et de l'analyse des données, il a mis en place des bases de données robustes et des structures informatiques sécurisées, conformément aux lois kenyanes sur la protection des données et la cybercriminalité.

Le projet pilote d'IA du Bureau de l'Auditeur général du Kenya examine désormais les états financiers soumis par plus de 9 000 entités. Les tâches qui prenaient auparavant entre 30 minutes et plusieurs jours sont désormais accomplies en trois à cinq secondes.

Mais l'Auditrice générale Nancy Gathungu a souligné un principe essentiel : n'investissez que dans l'IA et les avancées technologiques que vous utiliserez réellement. L'adoption doit être progressive, adaptée au contexte et inclusive. Les jeunes auditeurs peuvent être les champions de l'innovation, mais les professionnels expérimentés sont les garants de la sagesse institutionnelle. Le succès réside dans la combinaison des deux. Elle a rappelé au Congrès que l'IA existe sur un continuum. Les institutions peuvent commencer modestement, apprendre et se développer.



Nancy Gathungu, vérificatrice générale du Kenya. Source : Journal de l'INTOSAI

Les défis à l'horizon

Les modérateurs représentant plusieurs ISC, la Cour fédérale des comptes (ISC Allemagne) [anglais], la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite (ISC Arabie saoudite) [arabe], la Cour des comptes de France (ISC France) [français] et la Cour des comptes d'Espagne (ISC Espagne) [espagnol], ont animé les discussions techniques sur les thèmes linguistiques. Ces discussions ont été résumées à l'Assemblée générale de l'INTOSAI par le Rapporteur général du thème II, le Bureau national d'audit du Royaume-Uni.



Modérateurs des discussions sur le thème 2. Source : Journal de l'INTOSAI

Les délégués de l'INCOSAI ont reconnu que la voie vers une adoption efficace de l'IA n'était pas sans défis importants. Parmi les préoccupations les plus pressantes figure le problème de la « boîte noire », qui rend difficile l'interprétation du fonctionnement interne des modèles d'IA complexes. De nombreuses organisations sont confrontées à des systèmes informatiques hérités qui sont incompatibles avec les solutions d'IA modernes, tandis que les données critiques restent souvent enfermées dans des silos. Les considérations relatives à la confidentialité et à la conformité juridique ajoutent encore à la complexité, sans compter les coûts initiaux substantiels nécessaires à la mise en œuvre de technologies de pointe. La résistance institutionnelle et les lacunes en matière de compétences et de capacités peuvent également entraver les progrès.

Pour relever ces défis, il faudra combiner des mesures techniques, organisationnelles et de gouvernance : des entrepôts de données sécurisés et bien structurés, des cadres clairs pour gérer le cycle de vie des preuves numériques, des formations ciblées pour développer la maîtrise des algorithmes et des politiques solides pour prévenir la discrimination et les préjugés. Avant tout, les délégués ont souligné que la confiance doit rester au centre des préoccupations, tant au sein des institutions d'audit qu'entre les auditeurs et les citoyens qu'ils servent.



Sessions de discussion du thème 2. Source : Journal de l'INTOSAI

À la croisée des pratiques établies et de l'innovation

À l'approche de la fin du Congrès de l'INTOSAI, les discussions sont revenues sur des considérations fondamentales, reconnaissant la convergence entre l'innovation technique et les changements transformateurs dans le domaine de l'audit. Les délégués ont souligné l'importance d'équilibrer l'expertise humaine et les capacités technologiques.

L'IA offre aux auditeurs la possibilité d'analyser des populations de données complètes plutôt que de se fier à des échantillons. Elle permet de surveiller les transactions en temps réel, renforce la détection des fraudes, facilite les audits géospatiaux et environnementaux, automatise l'examen des documents et améliore les processus d'évaluation des risques. En déchargeant les auditeurs des tâches répétitives, l'IA leur permet de concentrer leur expertise sur des tâches complexes, exigeant un jugement approfondi et à plus forte valeur ajoutée.



Gareth Davies, contrôleur et vérificateur général du Bureau national d'audit du Royaume-Uni, présente un résumé des discussions du thème II lors de l'INCOSAI. Source : Journal de l'INTOSAI

Cependant, l'IA ne peut à elle seule garantir la responsabilité. Elle ne peut pas faire respecter les normes éthiques, exercer un scepticisme professionnel ou se substituer au jugement humain. Ces responsabilités restent du ressort des auditeurs.

Dans le cadre de l'INTOSAI, guidées par des normes et des valeurs communes, les ISC intègrent non seulement l'IA dans leur travail, mais façonnent également son application responsable et éthique au sein du gouvernement.

Lorsqu'elle est adoptée avec rigueur, collaboration et prudence, l'IA peut améliorer la transparence, renforcer la gouvernance et consolider la confiance du public qui sous-tend chaque ISC. L'avenir de l'audit ne réside pas dans un choix entre le jugement humain et les machines, mais plutôt dans l'amélioration de l'expertise humaine grâce à une application responsable et intelligente de la technologie.



M. Hussam Alangari, président de la Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie saoudite, lauréat du Prix INTOSAI Future Award. Source : Journal de l'INTOSAI

Le président Hussam Alangari reçoit le Prix de l'Avenir de l'INTOSAI au nom de la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite

Auteure : Jessica Du, Rédactrice en chef et Vice-présidente de la Revue internationale de la vérification des comptes publics

L'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) a remis le Prix de l'Avenir de l'INTOSAI lors du XXVe INCOSAI à Charm el-Cheikh, en Égypte, le 31 octobre 2025. Le Prix de l'Avenir de l'INTOSAI récompense les services méritoires dans le domaine de l'audit public et est décerné à une ISC pour ses réalisations tournées vers l'avenir et ses contributions exceptionnelles à la communauté INTOSAI, à la gestion de l'organisation et aux priorités en matière de leadership. Le Prix de l'Avenir de l'INTOSAI représente une nouvelle version de l'ancien Prix Jörg Kandutsch.

Mme Margit Kraker, Secrétaire générale de l'INTOSAI, a remis le Prix de l'Avenir de l'INTOSAI au président Hussam Alangari, au nom de la Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie saoudite (GCA). Cette prestigieuse distinction récompense les contributions exceptionnelles de la GCA à la communauté de l'INTOSAI et son rôle proactif dans l'élaboration de l'avenir de l'audit du secteur public et la mise en œuvre de pratiques innovantes qui font progresser la profession d'audit et de comptabilité à l'échelle mondiale.



Mme Margit Kraker, secrétaire générale de l'INTOSAI, présente le Prix INTOSAI de l'avenir. Source : Journal de l'INTOSAI



Mme Margit Kraker, secrétaire générale de l'INTOSAI, remet le Prix INTOSAI Future à M. Hussam Alangari, président de la Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie saoudite. Source : Journal de l'INTOSAI

Parmi les principales réalisations mises en avant lors de la cérémonie de remise des prix, citons la participation et le leadership de la GCA dans de nombreuses initiatives de l'INTOSAI. Depuis 1992, la GCA est un membre inébranlable de divers Groupes de travail, Task forces et Commissions de l'INTOSAI. Elle fait partie du Comité directeur de l'INTOSAI et des conseils d'administration de l'Initiative internationale pour le développement (IDI) et de l'Organisation asiatique des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ASOSAI). En outre, la GCA a joué un rôle de premier plan en tant que présidente de l'Organisation arabe des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ARABOSAI) et de la Commission des affaires politiques, financières et administratives (PFAC), et a coprésidé le Comité directeur de la Coopération INTOSAI-bailleurs de fonds. Ces rôles ont permis à la GCA d'apporter une contribution substantielle au renforcement de la coopération internationale et à la promotion des objectifs de l'INTOSAI.

L'engagement de la GCA en faveur du soutien mutuel entre les membres de l'INTOSAI a été sans faille, notamment en favorisant les relations bilatérales et en apportant une aide cruciale aux Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) des pays en développement. La GCA a notamment lancé en 2020 le « Fonds saoudien pour l'amélioration des performances des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques » afin d'aider les ISC à surmonter les défis posés par la pandémie de COVID-19. À ce jour, plus de 42 ISC ont bénéficié de ce programme. La GCA a également fait des progrès significatifs dans la promotion de l'indépendance des ISC grâce à sa participation active au Projet mondial sur l'indépendance des ISC.

La GCA a également fait preuve d'excellence au sein de sa propre institution. Elle a donné la priorité au développement professionnel de son personnel en créant un centre de formation dédié et en proposant diverses initiatives de formation continue. Au-delà de l'investissement dans les ressources humaines, la GCA a fait des progrès significatifs dans l'amélioration de ses infrastructures, en particulier grâce aux technologies numériques. Elle a notamment mis en place la « plateforme Shame! », un système de contrôle électronique conçu pour rationaliser l'échange de données et améliorer les procédures d'audit, modernisant ainsi davantage ses fonctions. La transformation numérique de l'audit est reconnue internationalement comme un modèle pour les pratiques d'audit globales.

Depuis sa création lors du XIe INCOSAI en 1983, le Prix Jörg Kandutsch est une prestigieuse reconnaissance des réalisations majeures des ISC. Nommé en l'honneur de Jörg Kandutsch, ancien Secrétaire général de l'INTOSAI, ce prix a été décerné à 15 reprises, la dernière fois lors du XXVe INCOSAI en 2025.



M. Hussam Alangari, président de la Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie saoudite, s'adresse à l'Assemblée générale de l'INCOSAI. Source : Journal de l'INTOSAI

Cependant, après quatre décennies de reconnaissance des réalisations traditionnelles, le Secrétariat général de l'INTOSAI a révisé les Termes de référence du prix, notamment en le rebaptisant « Prix de l'Avenir de l'INTOSAI », reflétant ainsi une évolution vers la reconnaissance des innovations et des contributions tournées vers l'avenir.

Le Prix de l'Avenir de l'INTOSAI nouvellement révisé met l'accent sur l'importance des méthodes de travail et des réalisations tournées vers l'avenir, en se concentrant spécifiquement sur la mise en œuvre du Plan stratégique de l'INTOSAI, des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et des initiatives visant à promouvoir des ISC fortes, résilientes et pertinentes. En outre, les critères révisés soulignent l'importance de l'égalité des sexes et de l'inclusion dans le travail des ISC. Si ces nouveaux domaines d'intérêt ont été introduits, l'exigence fondamentale, à savoir que le prix soit décerné pour des contributions significatives dans le domaine de l'audit public, est restée inchangée.

La remise du Prix de l'Avenir de l'INTOSAI à la Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie saoudite symbolise non seulement la reconnaissance des réalisations passées, mais aussi un engagement à façonner l'avenir de l'audit. Alors que le prix met désormais l'accent sur l'innovation, la durabilité et l'inclusivité, le travail de la GCA sert de modèle aux autres ISC pour adopter ces valeurs essentielles tout en garantissant la pertinence et l'efficacité continues pour l'avenir de l'audit du secteur public.



La vérificatrice générale d'Afrique du Sud, Tsakani Maluleke, et le président de la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite, le Dr Hussam Alangari, remettent le prix Kimi Makwetu à Meisie Nkai, directrice générale de l'AFROSAI-E, et à la présidente de l'AFROSAI-E, Nancy Gathungu, vérificatrice générale du Kenya. Source : Journal de l'INTOSAI

L'AFROSAI-E remporte le Prix Kimi Makwetu pour l'excellence en matière de renforcement des capacités

Auteure : Jessica Du, Rédactrice en chef et Vice-présidente de la Revue internationale de la vérification des comptes publics

Le Prix Kimi Makwetu a été remis à l'AFROSAI-E par l'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) lors de la XXVe INCOSAI à Charm el-Cheikh, en Égypte. Le Prix Kimi Makwetu de l'INTOSAI met en lumière les meilleures pratiques en matière de renforcement des capacités au sein de la communauté de l'INTOSAI et récompense les institutions qui font preuve d'un engagement exceptionnel en faveur du renforcement des compétences, des systèmes et de la durabilité des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) à travers le monde.

Le prix a été remis par l'Auditeur général de l'Afrique du Sud et président de la Commission chargée du renforcement des capacités, Tsakani Maluleke, et le président de la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite, Hussam Alangari, et le président de la Commission des affaires politiques, financières et administratives, à Meisie Nkai, PDG de l'AFROSAI-E, et à la présidente de l'AFROSAI-E, Nancy Gathungu, Auditrice générale du Kenya, qui a accepté le prix au nom de l'AFROSAI-E.



Le président de la Cour générale des comptes d'Arabie saoudite, le Dr Hussam Alangari (à gauche), et la vérificatrice générale d'Afrique du Sud, Tsakani Maluleke (à droite), remettent le prix Kimi Makwetu à Meisie Nkai, PDG de l'AFROSAI-E (au centre).
Source : Journal de l'INTOSAI

Depuis sa création en 2005, l'AFROSAI-E se consacre à soutenir les ISC anglophones d'Afrique. Sa mission est de renforcer les capacités institutionnelles des ISC afin qu'elles puissent s'acquitter efficacement de leurs mandats d'audit et améliorer concrètement la vie des citoyens.

L'AFROSAI-E a joué un rôle central dans le renforcement des capacités de ses membres en leur fournissant des ressources applicables liées aux méthodologies d'audit, des manuels d'audit et en développant une gamme d'outils. Ces initiatives ont permis aux ISC de produire des produits d'audit standardisés et de haute qualité, conformes aux normes internationales. En outre, l'AFROSAI-E a mis en œuvre un ensemble complet de programmes de renforcement des capacités, comprenant des ateliers spécialisés, des cours de certification et des initiatives d'apprentissage en ligne. Ces efforts ont considérablement amélioré les compétences et les aptitudes techniques des auditeurs. Grâce à son système de gestion de l'apprentissage (plateforme d'apprentissage en ligne de l'AFROSAI-E), l'AFROSAI-E a permis à un plus grand nombre d'auditeurs de développer leurs compétences, améliorant ainsi les aptitudes techniques et les capacités de ses ISC membres. En conséquence, les auditeurs sont mieux équipés pour mener des audits rigoureux en matière de performance, de finances, de conformité et de technologies d'information, contribuant ainsi à une plus grande responsabilité et transparence du secteur public.

Outre le renforcement des compétences techniques en matière d'audit, l'AFROSAI-E a soutenu le développement des capacités organisationnelles au sein de ses ISC membres. L'AFROSAI-E a aidé à améliorer ses initiatives de planification stratégique en lui offrant un soutien consultatif sur mesure. Cela a permis aux ISC de moderniser leurs cadres institutionnels, d'améliorer leur gouvernance, d'adopter les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources et de renforcer leurs capacités de gestion, tout en fournissant des résultats d'audit percutants et opportuns. Le programme de développement du leadership stratégique de l'AFROSAI-E a contribué à améliorer les compétences en matière de leadership et de gestion des ISC membres, en orientant leur mentalité organisationnelle vers des approches plus larges et axées sur la valeur en matière de responsabilité publique.

L'AFROSAI-E a également joué un rôle clé en aidant les ISC membres dans leur planification stratégique. À l'aide de sa boîte à outils de planification stratégique, l'AFROSAI-E a fourni un soutien pratique pour aider les ISC à réviser leurs stratégies, à intégrer les commentaires des parties prenantes et à aligner leurs stratégies sur les réformes nationales de la gestion des finances publiques. En outre, l'organisation a renforcé les fonctions de communication et d'engagement des parties prenantes des ISC membres, ce qui a amélioré leur crédibilité, la confiance du public et leur visibilité.

En réponse à l'évolution des défis, l'AFROSAI-E a encouragé le renforcement des capacités d'adaptation en promouvant l'innovation, la transformation numérique et la réactivité face aux risques émergents tels que le changement climatique, les industries extractives, la lutte contre la corruption et les réformes de la gouvernance. Cette approche proactive a aidé les ISC à rester pertinentes face aux pressions extérieures, les positionnant comme des agents de changement fiables au sein de leurs écosystèmes nationaux de responsabilité. L'AFROSAI-E suit activement les menaces qui pèsent sur l'indépendance des ISC, en offrant des services de conseil juridique et des outils de plaidoyer.

L'AFROSAI-E reste profondément engagée dans des partenariats avec des institutions régionales et mondiales, ainsi qu'avec des partenaires de développement, afin d'assurer un soutien durable à ses membres. Ces collaborations permettent non seulement le transfert de connaissances techniques, mais aussi un accès continu au financement et à l'expertise. Grâce à ces efforts, l'AFROSAI-E continue de renforcer son rôle de moteur clé de la transparence, de la responsabilité et de la bonne gouvernance au sein de la communauté africaine des auditeurs.

Meisie Nkai, PDG de l'AFROSAI-E, a déclaré :

« Nous sommes très honorés de recevoir cette distinction au nom de Kimi Makwetu, dont l'héritage continue d'inspirer notre travail en faveur de la bonne gouvernance et de la responsabilité sur tout le continent. »



Meisie Nkai, PDG de l'AFROSAI-E, reçoit le prix Kimi Makwetu. Source : Journal de l'INTOSAI

Le Prix Kimi Makwetu est nommé en l'honneur du président de la Commission chargée du renforcement des capacités de l'INTOSAI de 2013 à 2020 et ancien Auditeur général de l'Afrique du Sud, M. Kimi Makwetu, décédé en novembre 2020. L'Auditeur général Makwetu était passionné par le renforcement des capacités. Son leadership a permis de responsabiliser le personnel et les citoyens, de renforcer la transparence et la bonne gouvernance, de promouvoir un leadership éthique et des activités à valeur ajoutée, et de cultiver une culture d'intégrité et de responsabilité. Il a laissé une empreinte positive durable sur la communauté de l'INTOSAI.



Silvija Nora Kalniņš, de la Cour des comptes de la République de Lettonie, reçoit le prix Staats des mains de Stephen Sanford, directeur général du GAO américain. Source : Journal de l'INTOSAI

Des auteurs de la Cour des comptes de la République de Lettonie remportent le Prix Staats du XXVe INCOSAI

Auteure : Jessica Du, Rédactrice en chef et Vice-présidente de la Revue internationale de la vérification des comptes publics

Steve Sanford, Directeur général de l'équipe de Planification stratégique et de liaison externe de la Cour des comptes (GAO) des États-Unis d'Amérique, a remis le Prix Elmer B. Staats au nom du Contrôleur général des États-Unis d'Amérique et de la Revue internationale de la vérification des comptes publics lors du XXVe INCOSAI, le vendredi 31 octobre 2025. Ce prix récompense l'excellence des articles publiés dans la Revue qui contribuent à sa mission de partage des connaissances et d'apprentissage au sein de la communauté de l'INTOSAI. À chaque Congrès, le prix est décerné à l'auteur ou aux auteurs du ou des meilleurs articles publiés par la Revue au cours des trois dernières années civiles.

L'article lauréat du Prix Staats 2025 est « [Think BIG! — Testing a New Approach for Recommendations](#) » (Voyez grand ! — Tester une nouvelle approche pour les recommandations), rédigé par Agnese Jaunzeme et Silvija Nora Kalniņš, de la Cour des comptes de la République de Lettonie. Silvija Nora Kalniņš a accepté le Prix au nom des deux auteurs.



Silvija Nora Kalniņš, de la Cour des comptes de la République de Lettonie, reçoit le prix Staats des mains de Stephen Sanford, directeur général du GAO américain. Source : Journal de l'INTOSAI

Leur article, publié dans le numéro du troisième trimestre 2024 de la Revue consacré à la mise en œuvre des recommandations et au suivi des audits, décrit comment la Cour des comptes de Lettonie est passée de la simple formulation de recommandations à la recherche de changements positifs et mesurables — en fixant des objectifs lors de la phase de planification, en définissant des indicateurs quantifiables et en ne considérant une recommandation comme mise en œuvre que lorsqu'elle conduit à un changement réel, et non à une simple action.

L'article souligne également l'importance de la collaboration et de la communication de l'impact en rendant publics les indicateurs de rendement financier, en coopérant avec les entités auditées et en utilisant une approche « axée sur le changement » pour encourager la mise en œuvre des audits et maximiser les avantages pour le public.

Le Prix Staats a été nommé en l'honneur de l'ancien Contrôleur général Elmer B. Staats, qui a apporté de nombreuses contributions importantes à la Revue au cours de son mandat de président. Depuis la création du Prix Staats en 1983, des auteurs de 14 pays différents ont reçu cette prestigieuse récompense. La Revue de l'INTOSAI remercie tous les juges et les auteurs qui ont contribué à la Revue pour leurs efforts et leurs contributions.

Le Comité de rédaction et les rédacteurs en chef adjoints de la Revue de l'INTOSAI, composé d'un groupe diversifié et inclusif d'ISC, ont évalué 89 articles provenant de 55 pays, régions et organisations, ce qui représente une augmentation de 50 % du nombre d'articles éligibles par rapport au précédent Prix Staats. Pour déterminer les auteurs qui recevront cette distinction, les juges prennent en compte la contribution de l'article à la connaissance et son originalité, son sujet, sa qualité littéraire, les preuves de recherche et le traitement imaginaire. Le Prix Staats reflète la grande qualité des articles et des informations partagés par la Revue, qui poursuit son engagement en faveur du partage des connaissances au sein de l'INTOSAI.



Mohamed Ibrahim Jaleel de l'ISC des Maldives (à gauche) et Kamanza de l'ISC du Kenya (à droite), lauréats du Prix des jeunes leaders des ISC. Source : Journal de l'INTOSAI

Les jeunes leaders des ISC du Kenya et des Maldives récompensés pour leur excellence en matière de transformation et d'innovation

Auteurs : Jessica Du, Rédactrice en chef et Vice-présidente de la Revue internationale de la vérification des comptes publics, et Jade Quarrell, Directrice générale adjointe de l'Initiative de développement de l'INTOSAI.

Les prix des jeunes leaders des ISC de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) célèbrent et récompensent l'innovation, la collaboration et la transformation apportées par les jeunes leaders à travers leurs projets de stratégie de changement dans le cadre de l'Initiative des jeunes leaders des ISC. L'Initiative des jeunes leaders des ISC vise à aider les jeunes leaders des ISC à mettre en œuvre une stratégie de changement afin d'apporter des changements réels et positifs au sein des ISC.

Lors du XXVe INCOSAI à Charm el-Cheikh, en Égypte, Mme Archana Shirsat, Directrice générale adjointe de l'IDI, et deux des membres du jury des Prix des Jeunes leaders des ISC, Mme Silke Steiner du Secrétariat général de l'INTOSAI et M. Karl Eirik Schjøtt-Pedersen, Président du Bureau de l'Auditeur général de Norvège (Riksrevisjonen), ont remis les prix à deux jeunes leaders exceptionnels des ISC.



Mme Silke Steiner, du Secrétariat général de l'INTOSAI, et M. Karl Eirik Schjøtt-Pedersen, président du Bureau du vérificateur général de Norvège (Riksrevisjonen), remettent le Prix des jeunes leaders des ISC à David Kamanza, de l'ISC du Kenya, et à Mohamed Ibrahim Jaleel, de l'ISC des Maldives. Source : Journal de l'INTOSAI

Cette année, les prix ont été décernés à Mohamed Ibrahim Jaleel, de l'ISC des Maldives, et à David Kamanza, de l'ISC du Kenya. Leurs projets dans le cadre du Programme des Jeunes leaders des ISC ont non seulement favorisé l'innovation et le changement stratégique au sein de leurs bureaux d'audit, mais ils ont également été une source d'inspiration et un moteur pour leurs ISC, en leur apportant une énergie positive et motivante et en influençant le changement au sein de leurs ISC.

L'IDI a continué à reconnaître et à célébrer l'excellence. Si chacun des jeunes leaders des ISC diplômés de la promotion 2022-2023 a apporté une contribution substantielle à son ISC, deux stratégies de changement ont remporté les Prix SYL « Transformative » et « Innovative ».

David Kamanza, de l'ISC du Kenya, a remporté le prix SYL pour le changement grâce à la mise en œuvre réussie d'une stratégie de changement intitulée « Mentoring a Data Champion » (Mentorat d'un champion des données). Le prix SYL pour l'innovation a été décerné à Mohamed Ibrahim Jaleel, de l'ISC des Maldives, pour sa réflexion novatrice sur le thème « Enhancing Environmental Auditing of SAI Maldives » (Améliorer la vérification environnementale de l'ISC des Maldives).

Ces projets illustrent le dévouement, la créativité et l'impact des SYL dans la promotion d'un changement positif au sein de leurs institutions.

Le projet de Mohamed Ibrahim Jaleel visait à renforcer la capacité de son ISC à réaliser des vérifications environnementales. Pour ce faire, il a lancé une initiative de développement d'une durée d'un an qui allait transformer son équipe de quatre personnes en « auditeurs environnementaux chevronnés ». M. Jaleel a fait preuve d'une « réflexion originale » en identifiant un large éventail de compétences requises et en recherchant des solutions adaptées pour développer ces compétences dans le cadre de contraintes budgétaires. Cette initiative consistait en la participation du personnel à une formation structurée couvrant l'analyse de données, les systèmes d'information géographique et les premiers secours. La formation comprenait également une certification de plongée PADI afin de garantir que les auditeurs soient à l'aise dans l'environnement sous-marin.



Mohamed Ibrahim Jaleel. Source : Journal de l'INTOSAI

Le projet de David Kamanza visait à renforcer la capacité de l'ISC du Kenya à mener des audits fondés sur des données en réponse à la numérisation rapide des systèmes et services gouvernementaux. Il y est parvenu en lançant l'initiative « Mentor a Data Champion » (Mentorat d'un champion des données), qui vise à former un groupe d'auditeurs dotés de compétences pratiques en analyse de données dans les domaines de l'audit financier, de la conformité et de la performance. Cette initiative visait à réduire la dépendance excessive à l'égard d'un petit service de science des données, à renforcer l'alignement entre l'analyse des données et les objectifs d'audit, et à accroître l'utilisation efficace des outils d'analyse des données. Grâce à l'identification, à la formation et au mentorat ciblés d'auditeurs à fort potentiel, le programme renforce les capacités internes durables, permet aux équipes d'audit d'obtenir et d'analyser des données de manière indépendante, élargit la couverture des audits et favorise la production de rapports d'audit de meilleure qualité, plus pertinents et plus opportuns.



David Kamanza. Source : Journal de l'INTOSAI

Les lauréats du Prix des Jeunes leaders des ISC ont joué un rôle central dans la promotion de changements positifs au sein de leurs institutions, en identifiant et en relevant les défis propres au contexte opérationnel de leur ISC. Leurs stratégies innovantes ont permis de s'attaquer à des problèmes urgents avec des solutions créatives et efficaces, en mettant l'accent sur la durabilité, la qualité, l'inclusivité et l'impact durable. Les projets menés par ces jeunes leaders sont une source d'inspiration et apportent une énergie positive et motivante qui influence le changement au sein de leurs ISC.



XXV INCOSAI EGYPT 2 0 2 5

Source: L'Autorité nationale de contrôle des comptes de l'Égypte

Principales adoptions, approbations et nominations à INCOSAI XXV

Auteure : Jessica Du, rédactrice et vice-présidente, la Revue internationale de l'audit gouvernemental

Le succès de l'INCOSAI se traduit par un vaste échange de connaissances, un dialogue constructif, une coopération internationale renforcée et une prise de décision collective sur les questions prioritaires. Au cours du congrès et de la 79^e réunion du comité directeur de l'INTOSAI qui l'a précédé, la communauté de l'INTOSAI s'est réunie pour présenter, délibérer et parvenir à un consensus sur plusieurs questions importantes, notamment l'adoption du budget triennal, l'approbation de nouvelles déclarations professionnelles, l'approbation de la déclaration de Charm el-Cheikh et la nomination de nouveaux membres du comité directeur de l'INTOSAI, parmi d'autres résultats importants.

JURISAI formellement incluse en tant qu'entité liée à l'INTOSAI

JURISAI (Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques à fonctions juridictionnelles) a été officiellement reconnue comme une entité apparentée à l'INTOSAI à la suite de l'approbation par le Congrès d'un amendement à l'article 3.3 des statuts de l'INTOSAI. La motion, présentée par la Secrétaire générale de l'INTOSAI, Mme Margit Kraker, fait suite à un processus d'intégration pluriannuel qui a débuté par la présentation de JURISAI au Comité directeur en 2023 et la soumission de ses statuts et de son plan stratégique en 2024.

Créée à l'origine en 2015 en tant que forum pour les ISC ayant des fonctions juridictionnelles dans le cadre du Groupe de travail de l'INTOSAI sur la valeur et les avantages des ISC, l'intégration formelle de la JURISAI marque une étape institutionnelle importante. Cette décision renforce le caractère inclusif et la réactivité de l'INTOSAI, aligne les activités de la JURISAI sur le cadre stratégique de l'INTOSAI et favorise la complémentarité entre les mandats de contrôle et les mandats juridictionnels. En offrant un statut de membre observateur et associé aux ISC non juridictionnelles, la JURISAI offre également une plateforme de dialogue et de coopération entre les différents modèles institutionnels, tout en bénéficiant des conseils de l'INTOSAI pour relever les défis évolutifs liés aux fonctions juridictionnelles.

La présidence de JURISAI est actuellement assurée par la Cour des comptes de la République française, et le secrétariat général par la Cour des comptes du Maroc.



Membres de JURISAI. Source : Journal de l'INTOSAI

Mise en place de la Task Force sur la planification stratégique (TFSP)

Afin de préparer le cinquième plan stratégique de l'INTOSAI pour la période 2029-2034, le Comité directeur de l'INTOSAI a approuvé la création d'un groupe de travail sur la planification stratégique sous l'égide du PFAC. L'Office national d'audit du Royaume-Uni (UK NAO) dirigera les efforts en tant que président du groupe de travail sur la planification stratégique pour le plan stratégique de l'INTOSAI pour la période 2029-2034.

Le GAO américain a précédemment dirigé la préparation et le développement des quatre plans stratégiques précédents de l'INTOSAI.



Gareth Davies, contrôleur et auditeur général (à gauche) et Rebecca Sheeran, directrice des opérations (à droite), Office national d'audit du Royaume-Uni. Source: Journal de l'INTOSAI

Le guide de mise en œuvre des tendances mondiales du SCEI est approuvé, la structure de direction change

L'Assemblée générale de l'INTOSAI a approuvé le guide de mise en œuvre du Comité de surveillance de l'INTOSAI sur les questions émergentes (SCEI) intitulé "Naviguer dans les tendances mondiales : Implications futures pour les institutions supérieures de contrôle (ISC)". Ce guide est conçu pour aider les ISC à appliquer le rapport "Naviguer dans les tendances mondiales" à leur planification stratégique, à leur gestion des risques, à leurs processus d'audit et à leurs recommandations politiques. Il traduit les prévisions en actions pratiques, en particulier pour les ISC dont les ressources ou l'expérience dans ce domaine sont limitées.



Présentation par le SCEI du rapport "Navigating Global Trends". Source : Journal de l'INTOSAI



Présentation par le SCEI du rapport "Navigating Global Trends". Source : Journal de l'INTOSAI

Le SCEI a également reçu l'approbation de l'assemblée générale de l'INTOSAI pour une modification de sa structure de direction. Le SCEI était présidé par le président du Comité directeur de l'INTOSAI et coprésidé par le chef de l'ISC responsable de la Revue internationale de contrôle des finances publiques. Toutefois, afin d'assurer la continuité et une transition en douceur entre les présidents de l'INTOSAI, la vice-présidence du SCEI sera désormais attribuée à l'ancien président du comité directeur de l'INTOSAI. Le directeur de l'ISC responsable de la Revue internationale de contrôle des finances publiques restera membre de la SCEI.

Modification des critères d'adhésion à l'INTOSAI en tant que membre associé

L'Assemblée générale de l'INTOSAI a approuvé des amendements aux statuts de l'INTOSAI afin de réviser les critères d'admission des membres associés pour plus de clarté et d'alignement. Les critères précédents limitaient l'admission de nouveaux membres associés, précisant que seules les organisations internationales ou supranationales pouvaient poser leur candidature.

Le statut de membre associé de l'INTOSAI est régi par l'article 2, paragraphes 3 et 4 des statuts, le paragraphe 3 autorisant de manière générale les organisations internationales et professionnelles dont les objectifs sont alignés sur ceux du contrôle externe des finances publiques à poser leur candidature, et le paragraphe 4 – ajouté en 2007 – établissant des critères plus stricts exigeant que les candidats soient des organisations internationales ou supranationales, opérant à l'échelle mondiale, apolitiques, gouvernementales ou à but non lucratif, impliquées dans la responsabilité et la gouvernance, et bénéficiant du soutien de la communauté de l'INTOSAI. Un examen récent a mis en évidence une incohérence entre la formulation plus générale du paragraphe 3 et les critères plus restrictifs du paragraphe 4. Pour y remédier, le Secrétariat général a proposé de modifier le paragraphe 3 en supprimant la référence aux "autres" organisations. INCOSAI XXV a approuvé l'amendement.

Adoption du budget de l'INTOSAI pour 2026-2028

Le budget de l'INTOSAI pour la période 2026-2028 a été adopté. Le budget triennal pour la période est entièrement équilibré et les recettes prévues couvrent les dépenses estimées pour les activités opérationnelles de l'INTOSAI. Le budget de l'INTOSAI est supervisé par le directeur financier du Secrétariat général de l'INTOSAI, Herbert Baumgartner.

Nouvelles nominations aux postes de vérificateurs de l'INTOSAI, Comité directeur de l'INTOSAI

Lors de l'INCOSAI XXV, la communauté de l'INTOSAI a reconnu le travail des membres sortants des différents organes de l'INTOSAI et a accueilli de nouvelles nominations à des postes de direction.

La Plénière générale de l'INTOSAI a élu les vérificateurs externes de l'INTOSAI pour un mandat de trois ans. L'ISC de l'Équateur, de la région OLACEFS, a renouvelé son mandat, et l'ISC de la République de Corée, représentant l'ASOSAI, a été choisie comme nouveau vérificateur de l'INTOSAI, en remplacement du poste occupé par l'ISC de Jamaïque. L'ISC de l'Équateur et l'ISC de Corée superviseront le contrôle des états financiers de l'INTOSAI pour la période 2025-2027. Cette année, l'INTOSAI a reçu une opinion d'audit sans réserve de la part de ses vérificateurs.



La délégation du Conseil d'audit et d'inspection de Corée.
Source : Journal de l'INTOSAI



Le contrôleur général de l'Équateur, Mauricio Xavier Torres
(à droite). Source : Journal de l'INTOSAI

La Plénière générale de l'INTOSAI a nommé de nouveaux membres aux postes du Comité directeur. L'ISC d'Indonésie a été nommée première vice-présidente, étant donné que l'ISC accueillera le prochain INCOSAI en 2028. Le US GAO et l'ISC de Norvège ont été reconduits dans leurs fonctions de membres du Comité directeur et d'institutions hôtes de la Revue de l'INTOSAI et de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), respectivement.

De nouvelles nominations ont été effectuées pour la représentation régionale au sein du Comité directeur. Les ISC du Cameroun et du Sénégal représenteront l'AFROSAI, les ISC du Pakistan et des Émirats arabes unis représenteront l'ASOSAI, et les ISC de la République tchèque et du Royaume-Uni représenteront l'EUROSAI. Elles seront membres du comité directeur jusqu'en 2031.



Mamadou Faye, premier président de la Cour des comptes du Sénégal (à droite). Source : Journal de l'INTOSAI



Miroslav Kala, Président de l'Office supérieur de contrôle de la République tchèque (à gauche) et Jaroslav Rucký, Chef de l'équipe de la Présidence de l'EUROSAI, Office supérieur de contrôle de la République tchèque (à droite). Source : Journal de l'INTOSAI

L'INTOSAI reconnaît les contributions des ISC d'Algérie, de Namibie, du Japon, de Thaïlande, de Pologne et du Portugal en tant que membres sortants du Comité directeur qui ont siégé de 2019 à 2025.

L'INTOSAI approuve les nouvelles déclarations professionnelles de l'INTOSAI ainsi que leur mise à jour, les efforts de la Commission des objectifs et les changements apportés.

Le congrès de l'INTOSAI a approuvé XXX prises de position et normes professionnelles, nouvelles ou révisées, à inclure dans le **Cadre de l'INTOSAI pour les prises de position professionnelles (IFPP)**, et a approuvé les efforts de plusieurs comités d'objectifs.

Il s'agit notamment de

Comité d'objectif 1 (normes professionnelles) :

- Coordination par la Commission des normes professionnelles des plans de travail pour 2026-2028, des tableaux de bord de planification opérationnelle et de la mise en œuvre du plan de développement stratégique 2023-2028 pour le cadre de normes professionnelles de l'INTOSAI.

Comité d'objectif 2 (renforcement des capacités) :

- Plan opérationnel de l'objectif 2 pour 2026-2028.
- Mise à jour du cadre de mesure des performances de l'ISC (PMF).
- Clôture du groupe de travail sur la professionnalisation des auditeurs de l'INTOSAI, après l'achèvement de son mandat.

Comité d'objectif 3 (partage des connaissances) :

- GUID 5101 – Guide d'audit de la sécurité de l'information.
- Plan opérationnel du comité de partage des connaissances 2026-2028 et mandat
- Changement de présidence du groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit d'environnement, de l'Office national d'audit de Finlande à l'Office d'audit de l'État de Thaïlande
- Clôture du groupe de travail de l'INTOSAI sur la valeur et les avantages des ISC
- Changement de la vice-présidence du Comité de partage des connaissances à l'ISC de la République tchèque

Comité d'objectifs 4 (politique, finances et administration) :

- Plan opérationnel 2026-2028 du Comité de la politique, des finances et de l'administration
- 2023-2025 Rapport de performance et de responsabilité de l'INTOSAI

En outre, un certain nombre de documents d'orientation, de recherches, de documents, de matériels de formation et d'outils d'audit élaborés par les groupes de travail de l'INTOSAI ont été reconnus par l'INCOSAI et sont inclus dans le portail de la communauté de l'INTOSAI. Les groupes de travail qui ont contribué à ces biens publics de l'INTOSAI sont notamment les groupes de travail sur l'audit informatique, l'audit d'environnement et la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent.



Mohamed El-Faisal Youssef, président de l'Autorité nationale de contrôle et président de l'INTOSAI, a présenté la Déclaration de Charm el-Cheikh. Source : Journal de l'INTOSAI

L'INTOSAI approuve la déclaration de Charm lors de l'INCOSAI XXV

Auteur : Jessica Du, rédactrice et vice-présidente, la Revue internationale de l'audit gouvernemental

Lors du XXVe Congrès international des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INCOSAI), l'INTOSAI a formellement adopté la Déclaration de Sharm El-Sheikh à l'issue des délibérations sur ses deux thèmes techniques. Cette déclaration incarne l'engagement collectif de l'INTOSAI à faire progresser l'audit du secteur public. Elle reprend les principales idées stratégiques, réalisations et recommandations issues du Congrès, tout en formulant une vision prospective qui renforce l'innovation, le professionnalisme et l'impact mondial des institutions supérieures de contrôle (ISC).



Mohamed El-Faisal Youssef, président de l'Autorité de l'Etat responsable et président de l'INTOSAI, a présenté la déclaration de Charm el-Cheikh. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental Source : la Revue internationale de l'audit gouvernemental

La déclaration de Charm el-Cheikh guidera l'INTOSAI et ses ISC membres dans la définition de leurs actions et priorités pour les années à venir, en tenant compte des profondes transformations mondiales, des avancées technologiques rapides et des environnements financiers et économiques complexes dans lesquels les ISC opèrent.

La déclaration de Sharm El-Sheikh souligne les engagements des ISC et de l'INTOSAI, notamment

- Engagement collectif à renforcer l'audit public en réponse à l'évolution technologique rapide, à l'incertitude financière et économique, et aux exigences de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Soutenir les audits des Objectifs de développement durable, prendre en compte les risques climatiques et intersectoriels, et adapter les efforts de renforcement des capacités aux divers contextes nationaux.
- Améliorer l'impact des ISC sur la gouvernance et la confiance du public, promouvoir l'innovation et l'inclusion, renforcer l'indépendance, la transparence et la responsabilité, et faire progresser les compétences professionnelles par le biais de normes, du renforcement des capacités et du partage des connaissances.

- Sauvegarder l'indépendance des ISC, notamment en soutenant le Projet mondial sur l'indépendance des ISC, en favorisant les initiatives de professionnalisation telles que la qualification PESA de l'IDI et le cadre révisé de mesure de la performance des ISC, et en développant les partenariats stratégiques.
- Sous le thème I de l'INCOSAI XXV, soulignant le rôle essentiel des ISC dans le contrôle des activités gouvernementales et des banques centrales en période de crise, appelant à des mandats juridiques clairs, à des cadres de contrôle résistants aux crises, à des approches proactives basées sur le risque, à un meilleur accès à l'information et à une plus grande coordination avec les organismes de surveillance financière.
- Dans le cadre du thème II de l'INCOSAI XXV, reconnaître l'intelligence artificielle (IA) comme un outil de transformation pour l'efficacité et la qualité de l'audit, tout en soulignant la nécessité d'une utilisation éthique, responsable et bien gouvernée. Soutenir un modèle hybride combinant l'IA et le jugement professionnel, des cadres de gouvernance renforcés, des efforts internationaux coordonnés, le renforcement des capacités et la surveillance de l'utilisation de l'IA par les gouvernements.

La déclaration de Charm el-Cheikh engage l'INTOSAI sur la voie de l'avenir, de l'innovation et de la collaboration, en renforçant l'indépendance, le professionnalisme, la durabilité et la coopération mondiale, afin de garantir que les ISC restent résilientes, efficaces et prêtes à relever les nouveaux défis.

Lisez l'intégralité de la déclaration de Charm el-Cheikh [ici](https://intosajournal.org/wp-content/uploads/2026/02/EN_Sharm_El_Sheikh_Declaration_Final_2025.pdf): https://intosajournal.org/wp-content/uploads/2026/02/EN_Sharm_El_Sheikh_Declaration_Final_2025.pdf



Source: Journal de l'INTOSAI

Stands INCOSAI

Auteur : Journal international de l'audit gouvernemental

De nombreux organes de l'INTOSAI, des organisations régionales et d'autres groupes affiliés étaient représentés par des stands dans l'ensemble de l'INCOSAI.

Les délégués d'INCOSAI ont profité de ces stands pour nouer des liens entre eux.



JURISAI. Source: Journal de l'INTOSAI



AFROSAI. Source: Journal de l'INTOSAI



Secrétariat général de l'INTOSAI. Source: Journal de l'INTOSAI



Journal de l'INTOSAI. Source: Journal de l'INTOSAI



Président de l'INTOSAI, ISC d'Égypte, ainsi que du Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'impact des sciences et des technologies sur l'audit (WGISTA) et du Groupe de travail de l'INTOSAI sur la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent (WGFCML). Source : Journal de l'INTOSAI



Signature du protocole d'accord entre le Comité des normes professionnelles (PSC) de l'INTOSAI et l'IDI au stand du PSC. Source : Journal de l'INTOSAI



Comité des normes professionnelles de l'INTOSAI. Source : Journal de l'INTOSAI



ARABOSAI. Source: Journal de l'INTOSAI



La Cour des comptes d'Arabie saoudite. Source: Journal de l'INTOSAI



Le Conseil de l'audit d'Indonésie, vice-président de l'INTOSAI. Source : Journal de l'INTOSAI



La secrétaire générale de l'INTOSAI, Mme Margit Kraker, rencontre Mme Isma Yatun, présidente de la Commission d'audit d'Indonésie et vice-présidente de l'INTOSAI, sur le stand de l'ISC d'Indonésie. Source : Journal de l'INTOSAI



Cour fédérale des comptes du Brésil. Source : Journal de l'INTOSAI



CAROSAI. Source: Journal de l'INTOSAI



Comite de renforto das capacidades de l'INTOSAI. Source : Journal de l'INTOSAI



INTOSAI Knowledge Sharing Committee and the INTOSAI Working Group on Environmental Auditing. Source: Journal de l'INTOSAI



Comité des politiques, des finances et de l'administration de l'INTOSAI. Source : Journal de l'INTOSAI



Initiative de développement de l'INTOSAI. Source : Journal de l'INTOSAI



Mme Isma Yatun, présidente du Conseil de vérification des comptes de la République d'Indonésie. Source : Journal de l'INTOSAI

Le Conseil d'audit de la République d'Indonésie accueillera le prochain INCOSAI en 2028

Auteur : Jessica Du, rédactrice et vice-présidente, la Revue internationale de l'audit gouvernemental

Le Conseil d'audit de la République d'Indonésie (Badan Pemeriksa Keuangan RI, ou BPK), l'Institution supérieure de contrôle (ISC) indonésienne, accueillera le XXVIe Congrès de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) (INCOSAI) en 2028 à Bali, en Indonésie.

Isma Yatun, présidente de la Commission d'audit de la République d'Indonésie, a déclaré que l'ISC d'Indonésie s'engageait à présenter un congrès important et inoubliable, une expérience qui incarne l'esprit de collaboration et de partage des connaissances au sein de la communauté mondiale de l'audit.



Isma Yatun, présidente de la commission de contrôle de la République d'Indonésie. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

La BPK envisage le XXVIe INCOSAI comme une plateforme transformatrice pour l'échange de connaissances et l'apprentissage collectif. Le congrès de Bali réunira la communauté mondiale de l'audit pour discuter des nouveaux développements, renforcer la collaboration et faire progresser l'engagement de l'INTOSAI à promouvoir la responsabilité publique et à apporter de la valeur aux citoyens du monde entier.

Isma Yatun a fait savoir aux membres de l'INTOSAI que les valeurs de détermination, d'unité et de sagesse, qui font partie intégrante de l'identité nationale indonésienne, influenceront tous les aspects du XXVIe INCOSAI à Bali. Elle a souligné que la volonté de l'Indonésie d'assurer la présidence de l'INTOSAI en 2028 et d'accueillir le Congrès ne se limite pas à l'infrastructure et à la logistique, mais qu'elle repose sur l'expérience institutionnelle, la compétence technique et l'engagement de longue date de BPK au sein de la communauté de l'INTOSAI, depuis son adhésion en 1968.



Isma Yatun, présidente de la commission de contrôle de la République d'Indonésie. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

La Commission d'audit de la République d'Indonésie a été créée en 1947, peu après l'indépendance de l'Indonésie, pour protéger les finances de l'État et renforcer la responsabilité publique. Son mandat est ancré dans la Constitution de 1945, qui affirme que la BPK est une institution indépendante chargée d'auditer la gestion et la responsabilité des finances de l'État. Au fil du temps, l'indépendance et l'autorité de la BPK ont été renforcées par des amendements à la Constitution et par des lois, élargissant son rôle d'audit des administrations centrales et locales, des entreprises publiques et d'autres entités gérant des fonds publics. Aujourd'hui, la Commission d'audit de la République d'Indonésie est l'institution d'audit suprême du pays et contribue à la transparence, à la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption dans l'ensemble du pays.



INTOSAI



Source: French Cour des comptes

Jurisai, une entité de l'Intosai !

Auteur: Vincent Lecaron, chargé de mission à la Driaef

L'Incosai 2025, le Congrès de l'Intosai, représentait une étape décisive pour les membres de Jurisai depuis l'Assemblée générale inaugurale organisée à Paris, en octobre 2024.

L'objectif était d'obtenir une modification des statuts de l'Intosai, afin que Jurisai soit reconnue comme entité connexe, au même titre que les organisations régionales (Eurosai, Pasai, Afrosai, etc.).

Le Comité directeur, puis le Congrès de l'Intosai ont approuvé, à la majorité, cette modification. Cette reconnaissance permettra notamment à Jurisai de présenter un rapport d'activité, annuellement auprès du Comité directeur de l'Intosai ainsi que tous les trois ans lors de l'Incosai.



Au centre, Véronique Hamayon, Procureure générale près la Cour des comptes, avec à sa droite Natacha Rimbon, directrice de la Driaef, à sa gauche Zineb El-Adaoui, Première présidente de la Cour des comptes du Royaume du Maroc, et Moulay Idriss Aziz, chef de la division de la coopération. Source: Cour des comptes

À l'initiative de la Cour, qui préside Jurisai, deux événements ont été organisés durant l'Incোসаi. Le premier, l'Assemblée générale extraordinaire, s'est tenu le jeudi 30 octobre, sous la présidence de la Procureure générale, Véronique Hamayon. La réunion a vu la participation de plus de 70 personnes provenant de 28 institutions membres et observateurs, dont 13 cheffes et chefs d'institution supérieures de contrôle (ISC) et 4 procureurs généraux.

Lors de cette réunion, au cours de laquelle le secrétariat général a présenté un budget pour l'année 2027, l'Assemblée générale a également approuvé l'intégration de 5 nouveaux membres de plein exercice¹, 5 membres associés et observateurs², l'organisation comptant désormais 43 membres.

Le vendredi 31 octobre, s'est tenu l'événement parallèle de Jurisai, sur le thème du rôle des ISC juridictionnelles en matière de responsabilité des gestionnaires publics lors de la mise en œuvre des politiques de réponse aux crises économiques et financières. Véronique Hamayon, Procureure générale, a prononcé le discours d'ouverture de l'événement, qui était modéré par Natacha Rimbon, directrice des relations internationales, de l'audit externe et de la Francophonie.

1. Cours des comptes du Gabon, du Liban et de la Tunisie, Tribunal administratif du Mozambique et Tribunal de Recurso du Timor-Leste [🔗](#)

2. ISC des Émirats arabes unis, Contraloria general du Pérou, Cour des comptes de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale, Cour des comptes de la République Centrafricaine et National Audit Office de la République populaire de Chine [🔗](#)



Véronique Hamayon, Procureure générale près la Cour des comptes, a assuré la présidence de l'Assemblée générale extraordinaire de Jurisai. Source: Cour des comptes

Devant environ 70 participants, quatre intervenants ont mis en lumière la valeur ajoutée du contrôle juridictionnel dans des environnements de crise marqués par l'urgence, la complexité de la prise de décision publique et les exigences renforcées de redevabilité. Les débats ont particulièrement porté sur :

- la nécessaire complémentarité, en temps de crises, entre les travaux d'audit et leurs prolongements juridictionnels ;
- l'importance pour les ISC juridictionnelles d'accorder l'attention nécessaire, en contexte de crises, à l'intégration des risques de fraudes et d'atteinte aux deniers publics et à la qualité du reporting financier ;
- la nécessaire précaution dans la détermination de la sanction et son individualisation.

La Cour des comptes du Royaume du Maroc avait également veillé à mettre en place un stand permanent dans le hall principal de l'Incosai. Ce stand, auquel la Cour a contribué, présentait l'organisation et l'ensemble des documents institutionnels ainsi que des documents d'informations sur ses membres. Il a été le plus visité durant l'Incosai et a permis des rencontres avec de nombreux interlocuteurs intéressés par Jurisai et ses missions.



Le stand JURISAI à INCOSAI XXV. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental



Membres de JURISAI. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental



Source : Initiative de développement de l'INTOSAI

Le PESA ouvre la voie à la qualification professionnelle des auditeurs des ISC dans le domaine de l'audit du secteur public lors de l'INCOSAI XXV

L'auteur : Jade Quarrell, Directrice générale adjointe, Département des ISC professionnelles et pertinentes, Initiative de développement de l'INTOSAI

Lors du XXVe INCOSAI, un événement parallèle a célébré la reconnaissance officielle par l'INTOSAI de la formation professionnelle des auditeurs des institutions supérieures de contrôle (ISC) (PESA), a souligné le lancement du co-marquage de l'INTOSAI et de la version arabe de la qualification, et a soutenu une motion clé de l'INCOSAI. La communauté de l'INTOSAI s'est réunie pour soutenir le PESA dans son parcours, y compris les institutions supérieures de contrôle (ISC), les experts et les partenaires qui ont contribué à la professionnalisation de l'audit du secteur public.



Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Cet événement a marqué une étape décisive dans la professionnalisation de l'audit du secteur public. En ouvrant l'événement, M. Karl Eirik Schjøtt-Pedersen, Président du Comité directeur de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), a souligné que dans le paysage actuel de la gouvernance, qui évolue rapidement, la crédibilité et l'impact des ISC dépendent de la compétence et du professionnalisme des auditeurs. Se référant à l'adoption par l'INTOSAI de la norme ISSAI 150 sur la compétence des auditeurs, il a décrit le PESA comme un mécanisme de transformation permettant de rendre cette norme opérationnelle.

“Le PESA est plus qu’une qualification, c’est une voie structurée vers la professionnalisation”, a déclaré M. Schjøtt-Pedersen. “Construit sur un cadre de compétences complet, il définit des résultats d’apprentissage clairs, intègre l’éducation à l’expérience professionnelle, comprend des évaluations rigoureuses et encourage le développement professionnel continu”.

XXV INCOSAI

SHARM EL SHEIKH - EGYPT

27th - 31st October 2025



Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Plus tôt dans la semaine de l'INCOSAI, le Comité directeur de l'INTOSAI avait approuvé une motion reconnaissant le PESA et soutenant la recherche par l'IDI d'une reconnaissance externe et d'une éventuelle accréditation. La motion a ensuite été approuvée lors de l'INCOSAI XXV, déclarant formellement :

“L'INTOSAI reconnaît que la formation professionnelle des auditeurs des ISC (PESA) de l'IDI est une qualification professionnelle précieuse pour les professionnels de l'audit des ISC et soutient les efforts de l'IDI pour la reconnaissance externe et l'exploration d'une éventuelle accréditation externe afin d'améliorer les références professionnelles de la qualification PESA”.



Jade Quarrell, directrice générale adjointe, Initiative de développement de l'INTOSAI. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental



Margit Kraker, secrétaire générale de l'INTOSAI. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Cette approbation a représenté une étape importante dans le positionnement du PESA parmi les qualifications professionnelles mondiales et a démontré l'engagement collectif de la communauté de l'INTOSAI en faveur du renforcement des compétences des auditeurs. La motion a été reprise dans la déclaration de Charm el-Cheikh, qui représente l'un des résultats du congrès.

Pour renforcer la visibilité du PESA et sa reconnaissance par l'INTOSAI, Margit Kraker, secrétaire générale de l'INTOSAI, a dévoilé le co-marquage du PESA par l'INTOSAI. Ce co-marquage a considérablement renforcé la crédibilité et la visibilité de la qualification au sein de la communauté des ISC.

“Le PESA renforcera la crédibilité et la réputation des ISC et créera des opportunités de développement professionnel pour tous les auditeurs des ISC. Je suis particulièrement heureux que l'INTOSAI dispose désormais d'un parcours professionnel pour les ISC et les auditeurs qui n'ont peut-être pas accès aux possibilités de professionnalisation dans leur contexte local. Cela nous permet de ne laisser aucune ISC de côté”, a déclaré M. Kraker avant de couper le ruban avec M. Schjøtt-Pedersen.

Lancement de PESA Arabic

L'événement parallèle a également marqué le lancement officiel de la version arabe de PESA. Hussam Alangari, président de l'ISC d'Arabie saoudite, a souligné l'importance de l'accessibilité linguistique pour élargir la participation et garantir l'inclusivité au sein de la communauté mondiale des ISC. Il a été rejoint par des personnes ressources d'Arabie Saoudite et de Tunisie qui ont contribué à la conversion de PESA en arabe pour la coupure officielle du ruban.

Ensemble, la reconnaissance de la PESA, le dévoilement du co-marquage de l'INTOSAI, le lancement de la version arabe et les fortes approbations régionales ont reflété une détermination commune à façonner une profession d'audit des ISC compétente, éthique et prête à affronter l'avenir dans le monde entier.



Hussam Alangari, président de l'ISC d'Arabie saoudite.
Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental



Itzel Anai Palacios, magistrat président de la Cour supérieure des comptes (Tribunal Superior de Cuentas (TSC)) du Honduras. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

PESA pour tous

Mme Itzel Anai Palacios, de l'ISC du Honduras, a parlé de l'importance de la certification professionnelle pour renforcer la crédibilité des ISC. Elle a souligné le travail acharné et le dévouement de l'ISC qui a soutenu près de 100 auditeurs de l'ISC à travers la formation PESA et l'achèvement de leurs portefeuilles initiaux de développement professionnel (IPDP).

“C’est une étape importante que nous célébrons pour l’ISC Honduras”, a déclaré Mme Palacios. “Nous sommes reconnaissants à la Banque mondiale d’avoir pris en charge les frais d’examen, ce qui a permis d’éliminer les obstacles financiers et d’élargir la participation au PESA.”

Mme Ismahan Mahamoud, représentant les ISC francophones d’Afrique, le CREFIAF (Conseil Régional de Formation des ISC d’Afrique Francophone Subsaharienne), a souligné le besoin pressant d’une qualification professionnelle structurée dans la région. Elle a indiqué que le CREFIAF avait adopté une motion soutenant le PESA et reconnaissant son importance stratégique pour les ISC d’Afrique francophone, renforçant ainsi l’engagement régional en faveur de la qualification et l’anticipation de la version française en 2026.



Mme Ismahan Mahamoud, présidente de la Cour des comptes de Djibouti. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental



Deirdre Quaid, directrice de l'audit, Office of Comptroller and Auditor General of Ireland. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

“Les audits de performance sont de plus en plus complexes et nécessitent une formation professionnelle structurée”, a déclaré Mme Deirdre Quaid, représentante de la sous-commission des audits de performance (PAS). “Le PESA est un outil pratique qui permet de renforcer les compétences conformément à la norme ISSAI 150 et d’aider les auditeurs à relever les nouveaux défis du secteur public.

L'un des points forts du PESA est que, grâce à 170 heures d'apprentissage numérique et à un portefeuille de développement professionnel initial, les auditeurs acquièrent à la fois des connaissances théoriques et une expérience pratique et contextuelle adaptée aux réalités de l'environnement des ISC.

Le PESA est une histoire d'inclusion et de coopération avec l'INTOSAI :

“Grâce aux contributions de l'ensemble de la communauté internationale, le PESA a touché plus de 2 800 auditeurs de 128 ISC, avec 500 diplômés, dont plus de la moitié sont des femmes”, a souligné M. Schjøtt-Pedersen. “Accessible à tout moment et en tout lieu, la qualification est ouverte aux auditeurs du secteur public en anglais, en espagnol et maintenant en arabe.



M. Karl Eirik Schjøtt-Pedersen, auditeur général de Norvège. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

En savoir plus sur PESA: <https://idi.no/our-work/initiative/pesa/>



Événement parallèle du projet mondial IDI-OCDE sur l'indépendance des institutions supérieures de contrôle. Source : Journal de l'INTOSAI

Un événement parallèle au XXVe INCOSAI met en lumière les premiers résultats du projet mondial IDI-OCDE sur l'indépendance des ISC

Auteur : Freddy Ndjemba : Freddy Ndjemba, Directeur Général Adjoint, Initiative de Développement de l'INTOSAI

Lors d'un événement parallèle au XXVe INCOSAI, le Projet mondial IDI-OCDE sur l'indépendance des ISC a présenté ses premiers résultats à l'ensemble de la communauté de l'INTOSAI. La session comprenait des contributions de János Bertók (OCDE), Einar Gørrissen (IDI), S.E. Dr. Alangari (Président du PFAC de l'INTOSAI), Dr. Caralee McLiesh (Auditeur général d'Australie), et Franziska Spörri (SECO, Suisse). Ils ont discuté des premières données recueillies dans le cadre du projet et ont réfléchi à la manière dont les institutions supérieures de contrôle (ISC) fonctionnent au sein de leurs systèmes nationaux de responsabilité.

Les intervenants ont noté que les premières conclusions du projet mettent en évidence trois messages clés. Premièrement, l'évaluation de l'indépendance des ISC nécessite l'examen des cadres juridiques formels et des pratiques informelles. Deuxièmement, les ISC doivent être considérées comme des composantes à part entière d'un écosystème fiscal et de responsabilité plus large. Troisièmement, la coopération internationale reste essentielle pour atténuer les pressions externes sur les ISC.

À partir de ces messages généraux, plusieurs points soulevés par les panélistes au cours de la session méritent d'être soulignés.



Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental



Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Les ISC dans l'écosystème de la responsabilité

Les discussions ont mis l'accent sur le fait que les ISC travaillent dans le cadre de mandats formels, mais qu'elles vivent leur indépendance à travers les interactions quotidiennes avec d'autres institutions. Les relations des ISC avec les parlements, les exécutifs, les procureurs, le pouvoir judiciaire, les citoyens et la société civile influencent la manière dont elles exercent leurs responsabilités. Les ISC font donc partie d'un écosystème dans lequel de nombreux acteurs contribuent au contrôle des ressources publiques.



Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Indépendance, crédibilité et confiance du public

La question de savoir comment les ISC peuvent contribuer à la solidité de l'écosystème de la responsabilité a été récurrente au cours de la session. Les premiers résultats du projet suggèrent qu'une solide réputation institutionnelle est un facteur important. Lorsque les ISC sont connues pour leur conduite professionnelle, leur transparence et leur intégrité, elles gagnent la confiance du public. Cette confiance contribue à protéger leur mandat et à renforcer leur indépendance.

L'indépendance et la crédibilité s'influencent mutuellement. L'indépendance favorise l'objectivité des travaux d'audit, ce qui renforce la crédibilité. La crédibilité aide une institution à résister aux influences indues, ce qui protège l'indépendance. Cette dynamique renforce non seulement l'ISC, mais aussi le système de responsabilité dans son ensemble.

La direction est au cœur de ce processus. Les procédures de nomination, la durée du mandat et le comportement des dirigeants et du personnel des ISC influencent directement la manière dont l'indépendance est appliquée dans la pratique. Les dirigeants et le personnel représentent l'institution et façonnent la perception du public. Leur adhésion aux normes éthiques influence la façon dont les autres acteurs traitent l'ISC et la façon dont celle-ci s'acquitte de son mandat.

Le travail des ISC en tant qu'outils de diagnostic

La session a également abordé l'idée du travail des ISC en tant qu'instrument de diagnostic. Grâce à leurs contrôles, les ISC peuvent identifier les lacunes en matière de surveillance, les faiblesses des contrôles internes ou les domaines dans lesquels les capacités juridiques et institutionnelles peuvent avoir besoin d'être développées. Leurs rapports peuvent indiquer à quel moment le contrôle parlementaire doit être renforcé ou à quel moment les organes exécutifs ont besoin de systèmes plus solides.

En ce sens, les ISC contribuent à cartographier l'état du système de responsabilité. Lorsque les ISC fonctionnent bien, leur travail permet d'apporter des améliorations à l'ensemble du système. Leurs idées peuvent soutenir les réformes juridiques, les ajustements des rôles institutionnels et le dialogue politique permanent visant à renforcer la responsabilité.



Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Perspectives d'avenir : Calendrier de publication et prochaines étapes

Les premières conclusions du projet ont façonné le prochain rapport IDI-OCDE sur l'indépendance des ISC, qui sera finalisé en mai 2026. Le rapport comprendra des recommandations pour les ISC, ainsi que pour les pouvoirs exécutif et législatif. Ceci reflète la compréhension du fait que l'indépendance n'est pas atteinte par les ISC seules, mais dépend de la façon dont les autres institutions respectent et soutiennent leur mandat.



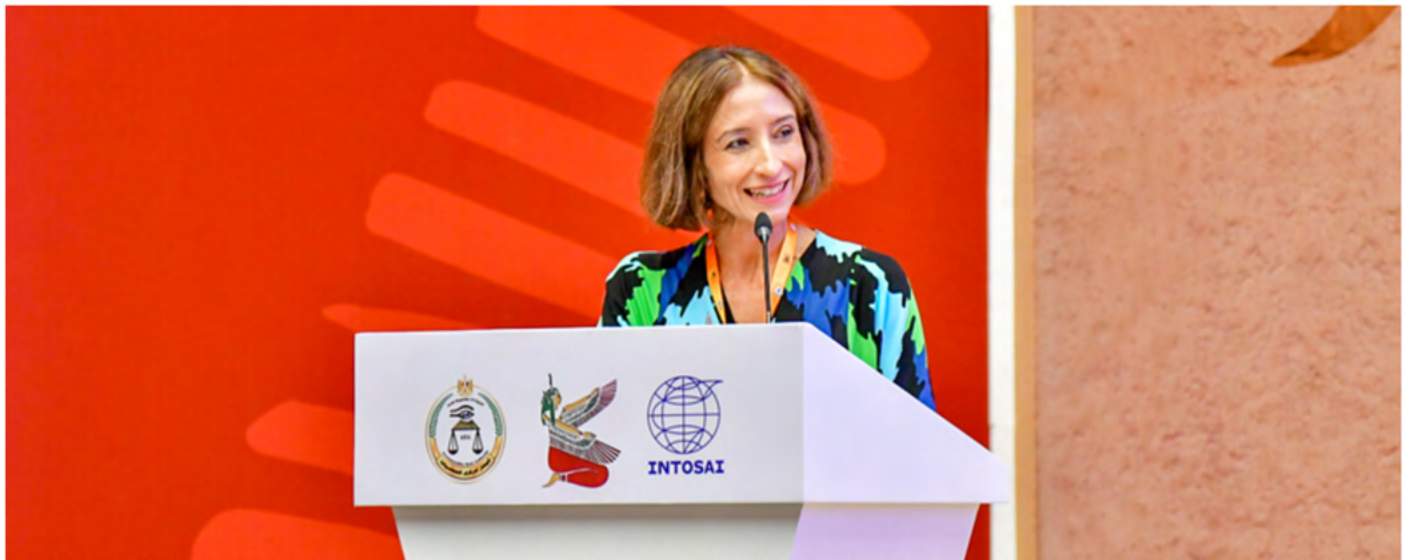
Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA)

Les ISC démontrent leur valeur en contrôlant l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable

Auteurs : Aránzazu Guillán Montero, Responsable de la gouvernance et de l'administration publique, UNDESA et Archana Shirsat, Directrice générale adjointe de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI).

Les institutions supérieures de contrôle (ISC) et l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) se positionnent de plus en plus comme des acteurs clés dans la promotion du développement durable. Les plans stratégiques successifs de l'INTOSAI (2017-2022 et 2023-2028) font de la contribution des ISC à la mise en œuvre, au suivi et à l'examen des Objectifs de développement durable (ODD) une priorité stratégique. Cet engagement de longue date a fourni un cadre institutionnel favorable qui a stimulé de nombreuses initiatives – souvent soutenues par l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), – et a produit un ensemble croissant d'outils, de méthodologies et de rapports d'audit dans divers secteurs et cibles des ODD.

Dans ce contexte, l'UNDESA et l'IDI ont organisé conjointement un événement parallèle lors du XXVe INCOSAI (27-31 octobre 2025, Sharm El-Sheikh, Égypte) afin de faciliter le dialogue sur l'évolution du rôle des ISC dans l'audit des priorités nationales en matière de développement durable et dans la promotion des ODD. La contribution et le positionnement des ISC par rapport aux ODD sont examinés plus en détail dans [le Rapport mondial sur le secteur public 2025 de l'UNDESA](#). Ce rapport offre un aperçu global de la manière dont les ISC soutiennent la mise en œuvre des ODD – à la fois de manière générale et dans des domaines d'objectifs sélectionnés – et de l'évolution de leur engagement vis-à-vis de l'Agenda 2030 depuis 2016.



Aránzazu Guillán Montero, responsable principale de la gouvernance et de l'administration publique, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA). Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Les ISC se concentrent sur le développement durable et les ODD

S'appuyant sur les conclusions du rapport, la session a examiné les tendances émergentes et les défis persistants en matière d'audit des ODD. Les discussions ont porté sur l'évolution du rôle des ISC dans l'évaluation des priorités nationales en matière de développement durable, leur positionnement au sein des systèmes de suivi et d'examen des ODD, leur engagement dans les processus connexes des Nations Unies et les compétences dont les auditeurs ont besoin pour réaliser des évaluations indépendantes dans ce domaine.

Le Rapport mondial sur le secteur public [Rapport mondial sur le secteur public](#) met en évidence le développement rapide de l'expertise liée aux ODD au sein des ISC. Ces progrès se reflètent dans la planification stratégique et le renforcement ciblé des capacités, et sont renforcés par un vaste partage des connaissances. Selon le [rapport d'inventaire mondial 2023 de l'INTOSAI](#), 43 % des ISC ont réalisé des audits de performance sur la mise en œuvre des ODD, et nombre d'entre elles ont également renforcé l'engagement des parties prenantes tout au long du processus d'audit. Le Secrétariat général de l'INTOSAI a souligné le rôle catalyseur de l'Agenda 2030, notant que les ODD ont fourni un cadre de référence partagé qui a stimulé l'innovation dans l'audit et approfondi l'engagement des ISC dans les processus mondiaux de développement durable.

Les audits des ODD ont produit des informations pertinentes pour le suivi et l'examen à tous les niveaux. Au niveau national, les audits ont porté sur la préparation de la mise en œuvre des ODD, la performance des programmes liés à des objectifs spécifiques, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et l'efficacité des dispositions institutionnelles. Aux niveaux régional et mondial, des audits coordonnés, des évaluations mondiales et de nouvelles initiatives telles que le ClimateScanner et l'audit coopératif mondial des mesures d'adaptation au changement climatique (CCAA), de l'IDI ont renforcé les preuves et les idées à la disposition des décideurs politiques.

Les ISC ont également identifié les contraintes institutionnelles qui entravent la réalisation des ODD, permettant ainsi aux gouvernements d'ajuster les mécanismes institutionnels, les processus et les politiques. Des exemples tirés de différents domaines politiques illustrent la manière dont les recommandations de contrôle ont suscité des mesures correctives et une amélioration de la gouvernance. Dans l'ensemble, le rapport montre que les contributions des ISC au suivi et à l'examen des ODD se sont considérablement développées, même s'il reste d'importantes possibilités d'intégrer davantage les résultats des contrôles dans les mécanismes formels de suivi et d'examen.



L'UNDESA et l'IDI ont organisé un événement parallèle lors du XXVe INCOSAI sur le Rapport mondial sur le secteur public 2025. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Changements et innovations méthodologiques liés à l'audit des ODD

Les ISC ont développé une série d'outils et de méthodologies innovants pour le contrôle des ODD, qui sont utiles non seulement aux institutions de contrôle, mais aussi aux autres parties prenantes engagées dans l'évaluation des ODD.

Les développements méthodologiques notables soulignés au cours de la session sont les suivants

- Les approches pangouvernementales et l'accent mis sur la cohérence des politiques, qui font désormais partie intégrante des audits liés aux ODD.
- Intégration de questions transversales et de considérations d'équité, par le biais d'innovations individuelles des ISC et d'initiatives régionales ou mondiales concertées.
- Cadres de consolidation des résultats d'audit, offrant une vision plus large des thèmes des ODD au-delà des mandats d'audit individuels.
- L'accent est mis de plus en plus sur les travaux d'audit tournés vers l'avenir, notamment en ce qui concerne la viabilité de la dette et l'action en faveur du climat, avec la possibilité d'étendre ces travaux à d'autres domaines liés aux ODD.

Ces avancées méthodologiques soulignent la sophistication croissante du contrôle des ODD et le rôle important que les ISC peuvent jouer pour soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.



Les panélistes de l'UNDESA et de l'IDI lors du XXVe INCOSAI (en haut à gauche, dans le sens des aiguilles d'une montre) : Chris Mihm, professeur adjoint d'administration publique et d'affaires internationales, Maxwell School of Citizenship and Public Affairs, Syracuse University ; Yvonne James, directrice de l'audit, Office of the Director of Audit of St. Lucia ; Archana Shirsat, directrice générale adjointe de l'initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) ; Dashiell Velasque da Costa, coordinateur du projet ClimateScanner, Tribunal de Contas da União. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Impacts positifs de l'audit des ODD, même dans des contextes difficiles

La session a mis en évidence la façon dont l'audit des ODD a créé des opportunités pour les ISC d'ajouter de la valeur dans leurs environnements de gouvernance, même dans des contextes présentant des défis tels que les petits États insulaires en développement (PEID). L'ISC de Sainte-Lucie en est un exemple probant. Elle s'est activement engagée dans des initiatives de contrôle des ODD, y compris le contrôle de la préparation aux ODD de l'IDI, le contrôle coopératif de l'IDI sur les systèmes de santé publique résilients et l'initiative ClimateScanner. En dépit d'une expertise technique limitée, d'un manque de ressources et de difficultés d'accès aux données, ces efforts d'audit ont généré des avantages nationaux et institutionnels tangibles.

Au niveau national, l'audit de préparation a donné lieu à des mesures importantes. Le gouvernement a procédé à une évaluation rapide des ODD avec le soutien des Nations unies, a élaboré un plan de mise en œuvre des ODD, a restructuré le comité national de coordination et a institué des rapports trimestriels interministériels, ce qui a permis d'améliorer la cohérence du suivi des ODD. La participation de l'ISC aux réunions du comité a renforcé l'utilisation des preuves de contrôle.

Un contrôle de suivi a permis d'identifier les problèmes en suspens, notamment les recommandations de contrôle non traitées, la mise en œuvre cloisonnée des ODD et le mauvais alignement des budgets et des politiques sur les ODD. L'ISC a émis des recommandations supplémentaires appelant à une meilleure collaboration entre les gouvernements, au financement du comité de coordination et au renforcement de l'engagement politique.

Sur le plan interne, l'ISC a élargi l'application des approches pangouvernementales, renforcé l'engagement des parties prenantes par le biais de divers canaux de communication et incorporé davantage d'éléments visuels dans les rapports d'audit. Elle a également diversifié ses effectifs, en accordant la priorité aux compétences transversales et en élargissant la formation au-delà de la comptabilité.

L'IDI soutient le renforcement des compétences et des capacités pour l'audit du développement durable et des ODD

Depuis l'adoption de l'Agenda 2030, l'IDI a joué un rôle central en soutenant les ISC dans l'audit de la préparation et de la mise en œuvre des ODD. En collaboration avec l'UNDESA, le Secrétariat général de l'INTOSAI et d'autres partenaires clés, l'IDI a facilité plus de 100 audits des ODD dans les pays anglophones, arabophones, francophones et hispanophones. Ces audits portent sur des thèmes prioritaires tels que les marchés publics durables, les systèmes nationaux de santé publique solides et résilients, et les efforts visant à éliminer la violence des partenaires intimes à l'égard des femmes.

Pour renforcer les capacités des ISC, l'IDI a utilisé un ensemble complet d'instruments et de modalités, notamment :

- Les biens publics mondiaux, notamment le modèle d'audit des ODD (ISAM) de l'IDI, qui fournit des conseils détaillés pour l'application d'une méthodologie d'audit de l'ensemble du gouvernement. L'ISAM intègre également des cadres complémentaires pour évaluer la cohérence des politiques et le principe de "ne laisser personne de côté".
- Formation professionnelle pour les auditeurs et les dirigeants des ISC, dispensée par le biais de l'apprentissage en ligne et de la formation en personne.
- Les audits coopératifs, qui intègrent l'apprentissage et le soutien pratique à l'audit tout au long du cycle d'audit, tout en intégrant l'assurance de la qualité et les considérations d'impact.
- Sensibilisation et plaidoyer, afin de mettre en évidence le rôle essentiel des ISC dans la promotion de l'Agenda 2030 et de démontrer la valeur ajoutée des audits axés sur les ODD.

L'IDI s'engage à soutenir les ISC dans le développement des compétences nécessaires à l'audit des résultats nationaux en matière de développement durable et à la réalisation d'audits de haute qualité et à fort impact dans les domaines prioritaires des ODD.

Aller de l'avant

À l'avenir, alors que les pays entrent dans une phase critique de la mise en œuvre des ODD, le rôle des ISC dans les cadres de responsabilité nationaux et mondiaux continuera d'évoluer. Les domaines émergents – tels que la surveillance de la numérisation et de l'intelligence artificielle – élargissent la portée des travaux d'audit et renforcent la nécessité d'un contrôle indépendant de la gouvernance des données, de la transparence et de l'équité.

Pour répondre à ces demandes, il faudra investir durablement dans le développement des capacités liées aux ODD afin de renforcer à la fois les capacités institutionnelles et les compétences individuelles. Le développement de compétences pluridisciplinaires, le renforcement de l'engagement des parties prenantes et l'intégration de questions transversales dans les méthodologies d'audit seront essentiels pour que les pratiques d'audit des ODD soient solides et durables.

En même temps, les ISC sont confrontées à des risques qui peuvent limiter leurs contributions. Les changements politiques, y compris les changements dans les priorités nationales, peuvent modifier les incitations à contrôler les ODD. Les menaces pesant sur l'indépendance des ISC – qu'elles soient d'ordre juridique, opérationnel ou financier – mettent en péril la crédibilité du contrôle externe. En outre, la perte d'intérêt pour les ODD à l'approche de l'échéance de 2030 pourrait réduire la demande d'évaluations fondées sur des données probantes et affaiblir les mécanismes de responsabilisation.

Malgré ces risques, les ISC sont bien placées pour assurer la responsabilité à long terme. Leur mandat leur permet de transcender les cycles politiques et de fournir des évaluations impartiales qui soutiennent les progrès durables des ODD. Alors que la mise en œuvre des ODD entre dans une phase plus urgente, les fonctions de contrôle et d'analyse des ISC resteront essentielles pour aider les pays à honorer leurs engagements en matière de développement durable.



Source: Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie Saoudite

Fonds saoudien pour l'amélioration des performances des ISC (Saudi FISP) Meet & Greet – Points forts de l'événement parallèle à INCOSAI XXV à Sharm El Sheikh

Par : Manal Alduhaymi et Mohammed Alsubaihi, Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie Saoudite

Au cours de l'INCOSAI XXV de Sharm El-Sheikh, la Cour générale des comptes (GCA) du Royaume d'Arabie saoudite a organisé un événement parallèle intitulé " FISP Meet & Greet ", réunissant les bénéficiaires du Fonds saoudien pour l'amélioration de la performance des ISC (FISP). Le FISP saoudien est une initiative de financement établie par la GCA sous la direction de son président, S.E. Dr. Hussam Alangari. Depuis 2020, la CMA alloue chaque année un million de dollars américains pour répondre aux besoins des institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en développement, aidant ainsi l'INTOSAI à répondre à la demande croissante d'assistance directe en matière de renforcement des capacités. En 2026, le fonds avait atteint une valeur totale de 7 millions de dollars américains, et une croissance continue est prévue.



Source : Cour générale des comptes d'Arabie saoudite, Initiative de développement de l'INTOSAI

La rencontre du FISP a été l'occasion d'entendre les commentaires de première main des ISC qui ont bénéficié du FISP saoudien. Conçu pour être bref, chaleureux et utile, l'événement a permis aux ISC bénéficiaires de se connecter directement, d'échanger des réflexions et de réaffirmer leur engagement commun en faveur d'un développement des capacités axé sur des résultats pratiques et mesurables.

Alors que les événements parallèles sont souvent en concurrence avec les calendriers serrés des grands congrès, la rencontre du FISP s'est distinguée par son équilibre : un ton sincère, mais centré sur l'impact réussi du fonds et sur la façon dont le soutien se traduit par un véritable renforcement institutionnel. Elle a mis en évidence l'impact significatif du fonds et la façon dont son soutien se traduit par un renforcement institutionnel tangible dans les ISC bénéficiaires.



Source : Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie Saoudite

La réunion a rassemblé environ 25 auditeurs généraux et 70 participants, ce qui témoigne d'un fort engagement de la part des ISC bénéficiaires. La session a été modérée par Mohammed Alsubaihi de la Cour générale des comptes.

Le discours d'ouverture a été prononcé par Son Excellence Dr. Hussam Alangari, Président de la Cour générale des comptes d'Arabie Saoudite. Son message, sincère et personnel, s'adressait directement aux bénéficiaires et soulignait la dimension humaine du développement des capacités.

Après son allocution, M. Einar Gørrissen, directeur général de l'Initiative de développement de l'INTOSAI, a formulé de brèves remarques soulignant l'impact positif du FISP saoudien. Il a souligné les améliorations tangibles observées grâce à la coordination étroite avec les ISC bénéficiaires et le rôle significatif que le fonds continue à jouer dans le renforcement de la performance institutionnelle.



Source : Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie Saoudite

La force de la rencontre était évidente dans la diversité de ses participants. Les institutions bénéficiaires représentaient un large éventail de régions, avec des participants venus de Fidji, d'Azerbaïdjan, du Bhoutan, du Kosovo, de São Tomé et Príncipe, de Gambie, du Pakistan, des Maldives, du Tchad, du Lesotho, de Jordanie, de Tanzanie, du Rwanda, de la République centrafricaine, Mongolie, Macédoine du Nord, Équateur, Jamaïque, Philippines, Albanie, Afrique du Sud, AFROSAI-E, Palestine, Viet Nam, Panama, Botswana, Madagascar, El Salvador et Antigua-et-Barbuda, ainsi que des représentants de l'IDI et de la présidence du CBC.

Cette diversité ne se limite pas à une liste de pays, mais illustre les différentes réalités opérationnelles dans lesquelles fonctionnent les ISC. Certaines institutions évoluent rapidement vers la numérisation, tandis que d'autres sont encore en train de renforcer leur infrastructure de base. Certaines sont confrontées à des contraintes liées à l'échelle et à la disponibilité des ressources humaines, tandis que d'autres répondent aux attentes croissantes en matière de qualité et d'impact des contrôles. Malgré ces différences, les discussions et les réflexions qui ont eu lieu lors de la rencontre ont révélé une orientation commune : Partout, les ISC cherchent des moyens durables de se moderniser, de se professionnaliser et d'obtenir de meilleurs résultats en matière de reddition de comptes pour leurs citoyens.

Ce ton était significatif. Dans de nombreux contextes de développement, l'engagement des bénéficiaires peut sembler "descendant". En revanche, le programme "Meet & Greet" a créé un environnement respectueux et équilibré qui a placé l'expérience des bénéficiaires au centre des préoccupations. Il a renforcé un principe important : les bénéficiaires ne sont pas des destinataires passifs - ce sont des partenaires actifs qui déterminent le succès et la pertinence des efforts de renforcement des capacités.



Source : Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie Saoudite

Réflexions régionales en Asie, en Europe et en Afrique

L'un des points forts de la session a été l'inclusion de perspectives régionales de la part des responsables des ISC qui ont bénéficié des fonds. Leurs contributions ont ajouté à la fois une structure et un contexte significatif à la discussion. Trois auditeurs généraux ont fait des remarques au nom de leurs régions respectives :

- L'Asie était représentée par l'auditeur général Hussain Niyazy (Maldives).
- L'Europe était représentée par l'auditeur général Vlora Spanca (Kosovo).
- L'Afrique était représentée par l'auditeur général Alexis Kamuhire (Rwanda).

Collectivement, leurs messages ont renforcé un thème commun : le soutien a le plus grand impact lorsqu'il renforce les capacités pratiques – personnes, systèmes, outils – et lorsqu'il est associé à l'apprentissage, à la coordination et à une véritable appropriation institutionnelle.

S.E. Vlora Spanca, vérificatrice générale du Kosovo, a résumé cet esprit dans sa remarque :

Le FISP saoudien reflète la véritable signification de l'expression "partager, c'est prendre soin".

Ces réflexions régionales ont également mis en évidence une vérité importante : le développement des capacités n'est pas un processus à taille unique. Chaque région est confrontée à ses propres besoins, contraintes et réalités de développement, mais les ISC partagent des objectifs communs : améliorer les performances, renforcer la crédibilité et garantir la pertinence des contrôles dans un environnement de plus en plus complexe et en évolution rapide.

Trois idées sous-jacentes qui ont façonné la valeur de la session

1) Transformer le soutien en résultats durables

Dans la communauté des ISC, une leçon familière continue de résonner : le FISP saoudien a servi de mécanisme de financement direct et réactif qui accélère l'amélioration institutionnelle. Les bénéficiaires ont souligné l'importance de lier le soutien à des améliorations tangibles et durables, telles que le renforcement des capacités du personnel, la modernisation des méthodologies d'audit et la mise en place de systèmes qui aident les ISC à fonctionner de manière plus efficace et efficiente.

2) La modernisation et les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme priorité commune

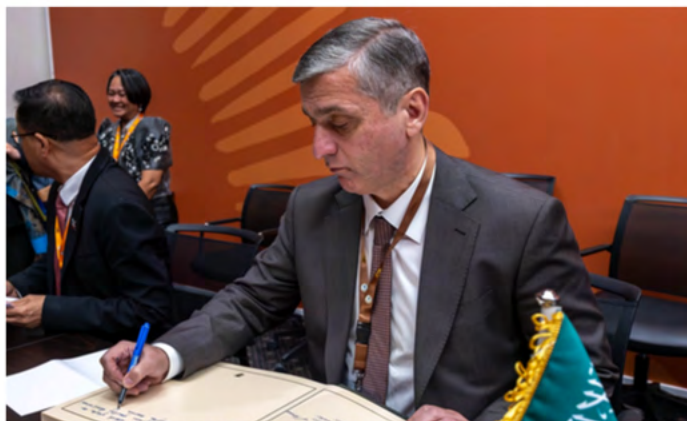
Que les ISC adoptent des outils de gestion d'audit, améliorent le traitement des données ou renforcent la préparation numérique tout au long du cycle d'audit, la modernisation est de plus en plus essentielle à la qualité et à l'impact de l'audit. La rencontre a permis de réaffirmer que le soutien aux TIC ne se limite pas à l'acquisition d'outils, mais qu'il nécessite également le renforcement des capacités, la formation, la gouvernance et l'intégration durable dans le travail d'audit quotidien.

Un héritage unique : Le livre des réflexions des bénéficiaires

L'un des éléments les plus distinctifs et les plus mémorables de la rencontre a été le livre de réflexions des bénéficiaires, créé pour permettre aux ISC participantes de consigner, avec leurs propres mots, l'impact du FISP sur leurs institutions.



Source : Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie Saoudite



Vugar Gulmammadov, président de la Chambre des comptes de la République d'Azerbaïdjan, signe le livre de réflexions du FISP saoudien. Source : Cour générale des comptes du Royaume d'Arabie Saoudite

Le livre ne s'est pas contenté de recueillir des déclarations écrites. Il a servi d'enregistrement tangible et collectif des progrès et des partenariats, en rassemblant les réflexions des ISC de diverses régions en un seul artefact. Cette compilation témoigne de l'impact humain et institutionnel rendu possible par la coopération au développement, en montrant comment le soutien se traduit par des améliorations réelles, des capacités renforcées et un sens commun de l'objectif au sein de la communauté mondiale des ISC.

Il est important de noter que le livre démontre également une pratique précieuse : compléter les rapports formels par la voix des bénéficiaires. Dans le domaine du renforcement des capacités, l'impact ne se mesure pas uniquement à l'aide de processus, d'indicateurs ou de résultats ; il se reflète également dans les expériences vécues par les institutions qui mettent en œuvre le changement, souvent sous d'importantes contraintes.

Comme cela a été souligné lors de l'événement, le livre est désormais conservé et exposé dans le musée de la CMA, servant de rappel visible du partenariat derrière le FISP et de l'engagement commun à renforcer les ISC.

Au fond, la rencontre reflète une idée simple mais puissante : la coopération au développement est plus forte lorsqu'elle est à la fois structurée et humaine, guidée par la gouvernance et la responsabilité, mais enrichie par un dialogue authentique.



Mme Fadhila Gargouri, Premier Président de la Cour des comptes de Tunisie et Secrétaire général de l'ARABOSAI, signe le livre de réflexions du FISP saoudien. Source : Revue internationale de l'audit gouvernemental

Perspectives d'avenir

Alors que les ISC naviguent dans un environnement défini par une complexité croissante, des risques émergents, des attentes publiques de plus en plus grandes et des changements technologiques rapides, le développement des capacités doit rester réactif, pratique et durable. Le FISP incarne l'engagement de la Cour générale des comptes et du Royaume d'Arabie saoudite à soutenir les ISC par le biais d'un mécanisme conçu pour renforcer le développement des capacités de manière efficace.

La rencontre du FISP a ajouté une valeur supplémentaire en créant un espace où les bénéficiaires pouvaient se connecter, échanger des idées et contribuer à l'histoire partagée du progrès. La CMA a réaffirmé son engagement à poursuivre le fonds et à soutenir les ISC travaillant dans des contextes fragiles. Elle a également souligné que les allocations futures donneraient la priorité aux institutions qui n'ont pas reçu de soutien auparavant et qui opèrent dans des conditions difficiles. Le fonds continuera à se concentrer sur le renforcement des capacités, la formation professionnelle et l'infrastructure numérique.

Conclusion

La rencontre du FISP à l'INCOSAI XXV a été chaleureuse dans l'esprit et productive dans la substance – un événement qui a renforcé les partenariats, élevé les voix des bénéficiaires et renforcé l'objectif commun qui se trouve au cœur de la coopération de l'INTOSAI.

Jusqu'à ce que nous nous rencontrions à nouveau, avec d'autres leçons apprises et d'autres réussites de la part de tous les partenaires de ce fonds – ne laissant personne de côté.

Pour en savoir plus sur le programme FISP saoudien, cliquez [ici](https://youtu.be/BYHKvBzNBhA?si=A-2kzrviZnfBh4F5) : <https://youtu.be/BYHKvBzNBhA?si=A-2kzrviZnfBh4F5>



Source: INTOSAI WGEA

L'audit coopératif sur les actions d'adaptation au changement climatique lancé lors de l'INCOSAI XXV

Auteurs : Vivi Niemenmaa & Mohamed Ibrahim Jaleel, modérateurs de l'événement parallèle

L'événement parallèle du Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit d'environnement (WGEA), intitulé "Innovations dans le domaine de l'audit d'environnement", organisé dans le cadre de l'INCOSAI, a mis en lumière les dernières innovations au sein de la communauté du WGEA de l'INTOSAI. Tout d'abord, Vivi Niemenmaa du Secrétariat du WGEA a présenté le nouveau système de soutien agile, Audit Clinic, qui a été testé en 2025 avec un retour d'information exceptionnel. Il s'agit d'un mécanisme qui permet aux ISC de réserver un créneau de consultation d'une heure avec une ISC plus expérimentée pour discuter de toute question liée à l'audit environnemental. Autre innovation, Dashiell Da Costa, de l'ISC du Brésil, a dévoilé les premiers résultats du deuxième cycle d'évaluation du ClimateScanner, couvrant les évaluations de 100 ISC. Le lancement officiel est prévu lors de la Conférence sur le climat COP30.

La pièce maîtresse de l'événement a été le lancement du rapport de synthèse de l'audit coopératif mondial sur les actions d'adaptation au changement climatique (CCAA). Il s'agit d'une coopération historique menée par l'IDI et le WGEA, à laquelle participent 54 ISC de toutes les régions. La publication de synthèse Audits globaux d'adaptation au changement climatique pour un avenir résilient consolide les leçons apprises et les recommandations exploitables des audits réalisés par les ISC participantes. Les contrôles ont révélé des lacunes importantes, mais aussi des opportunités prometteuses, dans la manière dont les gouvernements du monde entier s'adaptent à l'escalade des impacts climatiques.

Un panel de haut niveau a discuté des audits d'adaptation

Une table ronde de haut niveau a réuni les auditeurs généraux pour réfléchir à ce que les récents audits sur l'adaptation au changement climatique révèlent dans les différentes régions, et à ce que ces enseignements signifient pour le renforcement de la gouvernance publique face à l'escalade des risques climatiques. S'appuyant sur le lancement de la publication de synthèse de l'audit coopératif, la discussion a mis l'accent à la fois sur les lacunes systémiques communes et sur les possibilités pratiques d'amélioration, en particulier dans les pays où les impacts climatiques influencent déjà les choix quotidiens en matière de développement.

La vérificatrice générale du Canada, Karen Hogan, a souligné les antécédents de l'ISC du Canada en matière de contrôles liés au climat, y compris un contrôle récent sur l'adaptation. Elle a également évoqué les nombreux avantages du point de vue d'une ISC mentor, puisque le projet de l'ACCA a bénéficié du soutien des ISC du Canada, des Maldives, de la Nouvelle-Zélande, du Secrétariat du PASAI et des États-Unis en tant que mentors.

S'exprimant du point de vue des petits États insulaires en développement, les auditeurs généraux Hussain Niyazy (Maldives) et Finau Nagera (Fidji) ont attiré l'attention sur les défis spécifiques auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement, où les effets du climat sont immédiats et où la marge de manœuvre pour un échec politique est étroite. M. Niyazy a souligné que les résultats des audits des PEID montrent que, malgré les politiques climatiques existantes, la mise en œuvre est entravée par une faible gouvernance, des capacités limitées, une mauvaise coordination et des obstacles à l'accès au financement climatique. Il a souligné que le renforcement de la résilience nécessite des institutions plus fortes, une meilleure surveillance, un financement climatique accessible, des actions basées sur des données et une collaboration plus étroite entre les ISC des PEID.



Source: INTOSAI WGEA

La formation et le mentorat en ligne ont donné de bons résultats

S'exprimant sur le modèle d'audit coopératif lui-même, l'auditeur général de Malte, Charles Deguara, a salué la qualité du soutien apporté aux auditeurs participants, soulignant à la fois la formation en ligne et le mentorat proposés tout au long du processus d'audit. La directrice générale adjointe, Archana Shirsat, s'est fait l'écho du potentiel de ces approches de soutien en ligne pour jouer un rôle encore plus important dans les futures initiatives de renforcement des capacités.

L'événement a été ouvert par le président sortant du WGEA, l'auditeur général Sami Yläoutinen de l'ISC de Finlande, et clôturé par le nouveau président, l'auditeur général Monthien Charoenpol de l'ISC de Thaïlande, ouvrant ainsi la voie à l'action future de soutien aux ISC pour leurs audits climatiques.



Source : Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'égalité entre les sexes et l'Initiative de développement de l'INTOSAI

Au-delà des promesses et des plans : Faire de l'adaptation climatique une réalité

Auteurs : Raisa Ojala & Vivi Niemenmaa, coordinateurs de la rédaction de la publication CCAA au Secrétariat de l'INTOSAI WGEA en 2025.

L'adaptation est urgente, mais les progrès sont fragiles

En raison du changement climatique, les communautés du monde entier perdent leurs maisons à cause des inondations, leurs récoltes à cause de la sécheresse et leurs côtes à cause de la montée des eaux. Les risques financiers liés à l'absence ou à l'insuffisance d'adaptation augmentent également. Les gouvernements ont réagi avec leurs plans et leurs promesses, mais l'adaptation sur le terrain reste fragile. Le récent Contrôle coopératif mondial des actions d'adaptation au changement climatique (CCCA) réalisé par 54 ISC a révélé les raisons de l'échec de l'adaptation et ce que les institutions supérieures de contrôle (ISC) peuvent faire pour changer cette trajectoire.

Les audits de l'ACSC ont constitué une étape importante. Ils ont permis de dresser un état des lieux de la gouvernance en matière d'adaptation à l'échelle mondiale et de formuler des recommandations claires à l'intention des gouvernements, des ISC et des parties prenantes du monde entier en vue d'une amélioration. Cependant, les contrôles ne sont pas une fin en soi – ils sont un moyen de conduire le changement. Sans un suivi systématique, même les meilleures recommandations des ISC risquent d'être oubliées. Pour renforcer leur impact, les ISC doivent contrôler la mise en œuvre de ces recommandations, s'engager avec les principales parties prenantes au sein de l'écosystème de la responsabilité et vérifier si les indicateurs d'adaptation s'améliorent au fil du temps. Des systèmes de suivi solides et des outils tels que le ClimateScanner peuvent aider les ISC à identifier les risques d'adaptation hautement prioritaires à inclure dans le portefeuille d'audits.

Ce que les audits de l'ACSC ont révélé

Les audits de l'ACSC se sont concentrés sur quatre domaines thématiques :

1. Planification et actions d'adaptation au changement climatique
2. Gestion des ressources en eau
3. Réduction des risques de catastrophes
4. Élévation du niveau de la mer et érosion côtière

Dans l'ensemble de ces thèmes, les ISC ont identifié des défis récurrents qui expliquent pourquoi les efforts d'adaptation échouent souvent :

1. Les évaluations des risques sont incomplètes ou ignorées

Une adaptation efficace commence par la compréhension des risques climatiques. Pourtant, de nombreux pays ne disposent pas d'évaluations complètes et actualisées des risques. Lorsque des évaluations existaient, elles étaient souvent fragmentées, spécifiques à un secteur ou déconnectées de la planification et de la budgétisation. Certains audits ont révélé que les évaluations des risques n'étaient pas utilisées pour orienter l'affectation des ressources, ce qui fait que les gouvernements réagissent au lieu d'anticiper.

2. Des plans existent, mais ils manquent de spécificité et de cohérence

La plupart des pays audités disposaient de plans nationaux d'adaptation ou de stratégies sectorielles. Toutefois, de nombreux plans manquaient de détails opérationnels : rôles clairs, calendriers, indicateurs mesurables et alignement budgétaire. La fragmentation était fréquente : les plans étaient dispersés entre les ministères, avec peu de coordination entre les niveaux national et local. Sans cohérence, les actions d'adaptation risquent de faire double emploi, d'être inefficaces ou d'échouer purement et simplement.

3. La mise en œuvre est faible

Même les plans bien conçus ont été bloqués lors de leur mise en œuvre. Les ISC ont constaté des lacunes en matière de gouvernance, des capacités insuffisantes et une mauvaise coordination entre les agences chargées de la mise en œuvre. Dans certains cas, les efforts d'adaptation ont été réduits à des projets isolés plutôt qu'à des stratégies intégrées. Le soutien juridique et les mécanismes d'application faisaient souvent défaut, ce qui rendait les engagements en matière d'adaptation plus ambitieux que réalisables.

4. Le financement est inadéquat et non coordonné

Le manque de financement est une constatation universelle. De nombreux gouvernements ne disposaient pas de stratégies de financement dédiées au climat ou de systèmes de suivi des dépenses d'adaptation. L'étiquetage budgétaire et l'analyse du rapport coût-efficacité étaient rares. Par conséquent, les ressources n'étaient pas systématiquement dirigées vers les secteurs à haut risque ou les populations vulnérables. La forte dépendance à l'égard des fonds internationaux a ajouté à la complexité, en particulier dans les petits États insulaires en développement, les pays s'efforçant d'accéder au financement climatique et de le gérer efficacement.

5. Le suivi et l'évaluation sont quasiment inexistants

L'absence de systèmes de suivi et d'évaluation (S&E) solides est peut-être la lacune la plus importante qui a été identifiée. Sans suivi et évaluation, les gouvernements ne peuvent pas évaluer si les mesures d'adaptation réduisent la vulnérabilité ou apportent les avantages escomptés. Les ISC ont indiqué que la plupart des pays ne disposaient pas d'indicateurs, de bases de référence ou de systèmes de données centralisés pour l'adaptation. Cela rend l'obligation de rendre compte – et l'apprentissage – extrêmement difficile.

6. L'inclusivité est limitée

Les mesures d'adaptation négligent souvent les voix des personnes les plus touchées : les peuples autochtones, les femmes, les communautés rurales et d'autres groupes vulnérables. Si certains audits ont mis en évidence de bonnes pratiques en matière de planification participative, la plupart d'entre eux ont constaté que l'engagement était insuffisant ou incohérent. Une participation insuffisante nuit à la confiance, à l'équité et à la durabilité des mesures d'adaptation.

Le rôle des ISC dans le suivi

Les ISC ont un mandat unique pour assurer un contrôle indépendant des dépenses publiques et de la mise en œuvre des politiques. Les ISC peuvent :

- Vérifier si les gouvernements ont comblé les lacunes identifiées lors des audits de l'ACSC.
- Évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne les principaux éléments facilitateurs : évaluation des risques, planification, coordination, financement, inclusivité et systèmes de suivi.

- Mettre en évidence les bonnes pratiques et partager les enseignements entre les pays et les régions.
- Renforcer la transparence et la confiance dans la gouvernance climatique.

Les audits de suivi ne doivent pas être des exercices ponctuels. Ils doivent faire partie d'une pratique de contrôle durable, intégrée dans les plans annuels et soutenue par des stratégies institutionnelles. Cela nécessite un renforcement des capacités, des méthodologies adaptées et une collaboration entre les ISC.

Exploiter le ClimateScanner pour un suivi continu

Il est difficile de suivre les progrès de l'adaptation. Les avantages se matérialisent souvent des décennies plus tard et les mesures sont difficiles à définir. Les ISC peuvent inclure l'adaptation au changement climatique comme domaine thématique dans leur portefeuille d'audits stratégiques et identifier les audits qui peuvent être entrepris sur une certaine période en examinant les différentes dimensions des actions d'adaptation au changement climatique.

ClimateScanner, une initiative de l'INTOSAI WGEA créée par l'ISC du Brésil, peut compléter les efforts de contrôle de performance liés à l'adaptation.

ClimateScanner permet un examen rapide de la gouvernance, des politiques et du financement en matière de climat. En tant que scanner, il ne remplace pas les audits. Cependant, en intégrant les contrôles de suivi de la CCAA aux évaluations du ClimateScanner, les ISC peuvent :

- Vérifiez si les indicateurs d'adaptation s'améliorent au fil du temps.
- Comparez les progrès réalisés dans les différents pays et régions.
- Identifier les risques émergents et les priorités pour les audits futurs.
- Fournir des preuves pour les cadres mondiaux tels que l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable.

Par exemple, si un contrôle du CCAA a recommandé la mise en place d'une stratégie nationale de financement du climat, les ISC peuvent utiliser le ClimateScanner pour vérifier si une telle stratégie existe et si le marquage du budget est opérationnel. De même, si un audit a mis en évidence des lacunes dans l'évaluation des risques, le ClimateScanner peut aider à vérifier si des cadres de risques actualisés et inclusifs ont été institutionnalisés.

Des recommandations aux résultats : Un appel à l'action

Le rapport de synthèse du CCAA, les rapports d'audit individuels ainsi qu'une banque de questions composée de questions d'audit élaborées pour la formation en ligne ainsi que les questions que les ISC ont effectivement utilisées, constituent une grande source d'information et d'inspiration pour les ISC du monde entier.

Les contrôles de l'ACSC ont délivré un message clair : l'échec de l'adaptation est dû à des lacunes en matière de gouvernance, de financement et de suivi. Les ISC ont montré que ces lacunes peuvent être identifiées et comblées. Mais la prochaine étape pour les ISC qui ont contrôlé l'adaptation est cruciale : il s'agit de vérifier si les gouvernements donnent suite aux recommandations des contrôles et si les résultats de l'adaptation s'améliorent.

L'adaptation au climat est une course contre la montre. Chaque retard augmente les risques pour les vies, les moyens de subsistance et les budgets publics. Les contrôles de l'ACSC ont éclairé la voie à suivre : une adaptation systématique, inclusive et responsable. Désormais, les ISC peuvent lancer des contrôles sur le sujet et suivre les progrès réalisés, en renforçant la responsabilité et en garantissant que chaque dollar dépensé apporte la résilience là où elle est le plus nécessaire.

Le rapport d'audit est disponible en trois langues :

En anglais : [CCAA-Global-Publication.pdf](#)

Espagnol : [CCAA-Global-Publication-SPA.pdf](#)

En arabe : [CCAA-Global-Publication_AR-Final.pdf](#)

Une banque de questions d'audit rassemble les questions basées sur la formation en ligne et les audits réalisés : [Microsoft Word – CCAA_Climate Adaptation Audit Question Bank \(en anglais\)](#).

Global Cooperative Audit of Climate Change Adaptation Actions



Source : Initiative de développement de l'INTOSAI

Comment l'audit des mesures d'adaptation au changement climatique (ACCA) a contribué au développement des capacités des ISC

L'auteur : Shofiqul Islam, Directeur principal des ISC professionnelles et pertinentes, Initiative de développement de l'INTOSAI

Dans le cadre de l'audit coopératif des actions d'adaptation au changement climatique (CCAA), l'initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), en partenariat avec le groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit d'environnement (WGEA), a soutenu 54 institutions supérieures de contrôle (ISC) de sept régions de l'INTOSAI – ASOSAI, AFROSAI-E, ARABOSAI (en cours), CAROSAI, EUROSAI, OLACEFS et PASAI – afin de renforcer leur capacité à contrôler les réponses des gouvernements en matière d'adaptation au changement climatique. L'initiative a combiné des audits de performance coopératifs basés sur les normes ISSAI avec un développement structuré des capacités, permettant aux 287 auditeurs des équipes d'audit des ISC participantes d'améliorer leurs compétences professionnelles tout en produisant des résultats d'audit pertinents au niveau national.

L'adaptation au changement climatique présente des complexités méthodologiques et de gouvernance. Elle nécessite une analyse de la planification intersectorielle, de la gestion des risques à long terme, des données scientifiques, des mécanismes de financement et de la coordination institutionnelle. De nombreuses ISC participantes n'avaient qu'une expérience limitée en matière de contrôle de l'adaptation au changement climatique. En même temps, les ISC étaient tenues de réaliser l'audit sur la base de la méthodologie d'audit de performance fondée sur les ISSAI. L'IDI a donc structuré son soutien de manière à garantir à la fois la rigueur méthodologique et une connaissance approfondie du sujet du changement climatique.

La formation professionnelle thématique, fondement de la qualité de l'audit

La formation professionnelle a constitué le fondement du modèle de développement des capacités du CCAA. Grâce à son modèle d'appui intégré à la formation et à l'audit (IEAS), l'IDI a fourni un apprentissage systématique aligné, d'une part, sur les connaissances universitaires et les pratiques internationales en la matière et, d'autre part, sur les différentes phases du processus d'audit. Étant donné que le changement climatique affecte les pays de différentes manières, l'IDI et le WGEA ont identifié quatre domaines thématiques qui, dans une large mesure, reflètent les diverses manières dont les actions d'adaptation au changement climatique sont mises en œuvre dans les différentes régions du monde. Ces thèmes ont été conçus pour offrir aux ISC participantes des options qui pourraient correspondre au mieux à leurs contextes nationaux et à leurs priorités en matière d'adaptation. Les ISC pouvaient choisir parmi les quatre thèmes lors de la définition de la portée de leurs contrôles sur l'adaptation au changement climatique (ACCA).

Ces pistes d'éducation thématiques ont fourni un cadre analytique commun pour l'examen des questions d'adaptation au changement climatique. Ils couvrent les dimensions clés de la gouvernance, de l'efficacité, de l'inclusion, de la planification, de la mise en œuvre et du suivi de l'adaptation. Les modules d'apprentissage ont permis aux auditeurs de mieux comprendre les concepts de risque climatique, les engagements nationaux en matière d'adaptation, la méthodologie d'audit de performance alignée sur les normes ISSAI et le développement de questions d'audit appropriées, de critères et de conclusions basées sur des preuves. L'IDI a fourni des banques de questions d'audit pour les quatre domaines thématiques afin d'aider les ISC à définir la portée de leurs audits en fonction de leur contexte.

La plateforme en ligne des Services d'évaluation et d'audit indépendants (IEAS) de l'IDI, les modules d'apprentissage en ligne et les webinaires ont fourni le cadre de l'apprentissage des ISC. Le processus était directement lié aux étapes pratiques de l'audit, y compris la conception de l'audit, le travail sur le terrain et la rédaction du rapport. Cela a permis de garantir que l'acquisition de connaissances se traduise par une amélioration des pratiques d'audit au sein de chaque ISC.

Mentorat intégré et soutien méthodologique

La composante éducative a été complétée par un engagement soutenu des mentors tout au long du processus d'audit. Le groupe sélectionné de spécialistes du changement climatique qui a soutenu les équipes des ISC en tant que mentors a fourni des conseils techniques précieux depuis l'évaluation des risques et la planification de l'audit jusqu'à l'examen du projet de rapport.

Le soutien des mentors a combiné l'expertise méthodologique et les connaissances en la matière liées aux quatre domaines thématiques. Ils ont aidé les équipes d'audit à affiner les questions d'audit, à renforcer les critères, à évaluer les preuves et à formuler des recommandations claires. Un retour d'information régulier a permis d'améliorer la cohérence et la profondeur analytique des audits dans les ISC participantes.

En fondant leurs conclusions sur des normes reconnues et en procédant à une analyse contextuelle, les ISC ont été en mesure de formuler des recommandations pour combler les lacunes en matière de planification, de coordination et de suivi de l'adaptation. La base méthodologique renforcée a permis d'améliorer la pertinence des résultats de l'audit dans les cadres politiques nationaux.

Collaboration régionale et soutien aux petits États insulaires en développement

Un nombre important d'ISC participantes provenaient de petits États insulaires en développement (PEID), des régions de l'ASOSAI, du CAROSAI, du PASAI et de l'OLACEFS, où l'adaptation au changement climatique est étroitement liée au développement national et à la résilience. Ces ISC fonctionnent souvent avec des ressources limitées et de petites équipes d'audit.

Dans la région du Pacifique, le Secrétariat du PASAI a collaboré étroitement avec l'IDI pour coordonner la participation et soutenir les ISC membres. Des mentors des ISC de Nouvelle-Zélande et d'Australie ont travaillé aux côtés des mentors de l'IDI pour fournir des conseils techniques et méthodologiques aux ISC du PASAI. Cette collaboration a permis de renforcer la coordination régionale tout en garantissant l'alignement sur le cadre d'audit global du CCAA.

Un encadrement personnalisé et un suivi structuré ont permis aux ISC des PEID de participer efficacement à l'audit coopératif et de publier les rapports dans les délais impartis. Pour plusieurs ISC du Pacifique, l'ACSC représentait leur premier audit de performance axé sur l'adaptation au changement climatique. Grâce à la formation thématique et au soutien de mentors, les équipes d'audit ont renforcé leur capacité à évaluer les plans d'adaptation nationaux, la gestion des ressources en eau, les mesures de réduction des risques de catastrophe et les programmes liés au climat, conformément aux normes d'audit de performance. Voir les ISC des PEID [ici](#).

Soutenir les capacités et l'obligation de rendre compte

L'AMCC a contribué au développement des capacités tant au niveau individuel qu'institutionnel. Les ISC participantes ont renforcé leur application des normes d'audit de performance à des domaines politiques complexes et ont renforcé les processus internes de planification et de supervision de ces audits.

La combinaison d'une formation professionnelle thématique et d'un mentorat axé sur le sujet a permis aux ISC de produire des rapports d'audit fondés sur une méthodologie et une analyse contextuelle solides. Cela a renforcé la crédibilité des résultats des audits dans les domaines de l'évaluation des risques, de la planification de l'adaptation, de la coordination, de l'inclusion, de la mise en œuvre, des ressources, du suivi et de l'évaluation, et a favorisé leur prise en compte dans les processus de responsabilité nationale.

Grâce aux audits de l'ACCA, l'IDI et le WGEA de l'INTOSAI ont démontré comment un développement structuré et intégré des capacités peut améliorer la qualité des audits et renforcer le rôle des ISC dans l'examen des mesures prises par les gouvernements pour s'adapter au changement climatique, y compris dans des contextes où les ressources sont limitées, comme dans le cas des PEID.



Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit d'environnement (WGEA)

L'innovation dans l'audit d'environnement – L'ISC de Finlande conclut la présidence du Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit d'environnement (WGEA)

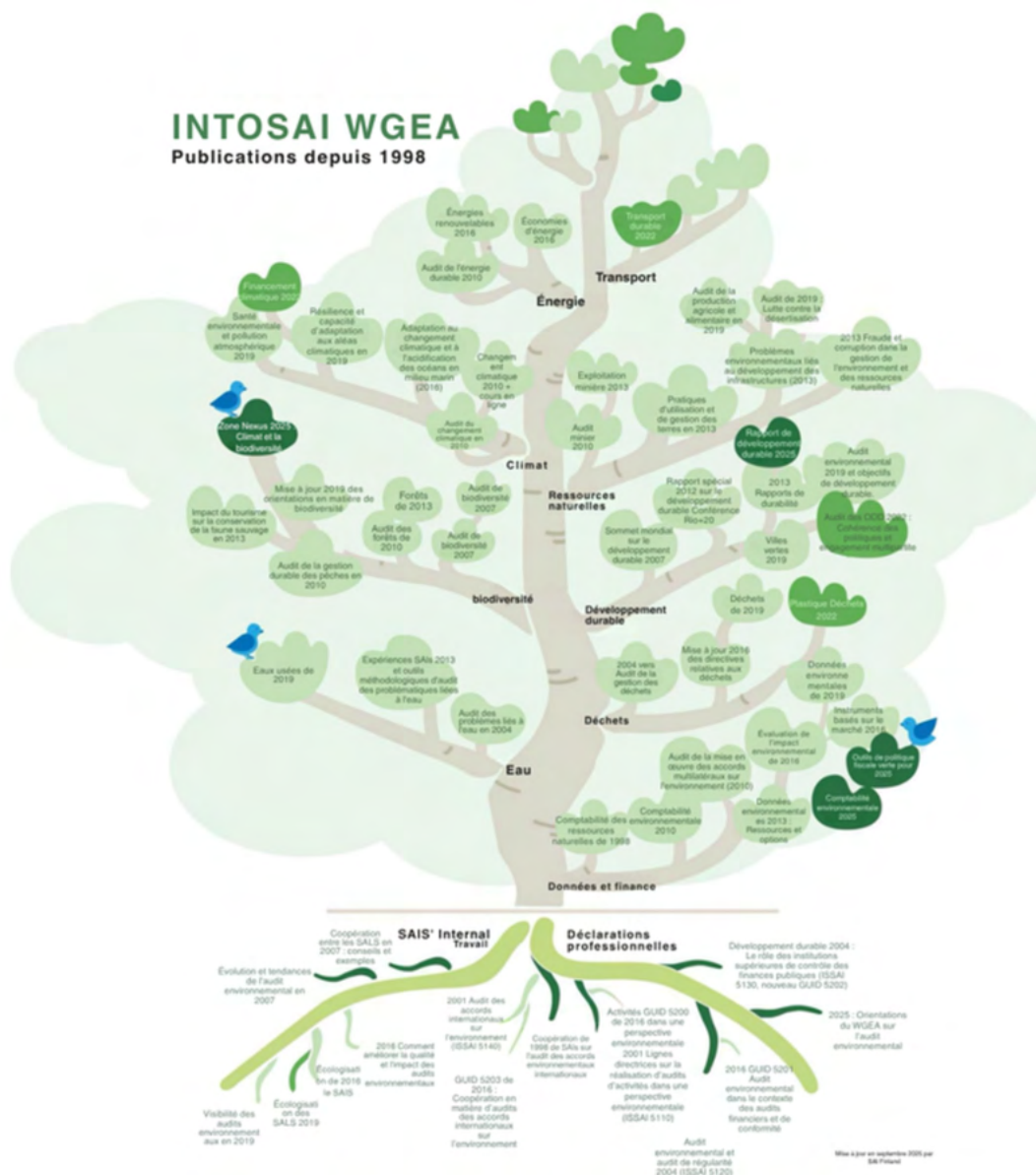
Auteur : Vivi Niemenmaa, Secrétaire générale de l'INTOSAI WGEA en 2020-2025 à l'ISC de Finlande

L'ISC de Finlande a transmis la présidence du Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit d'environnement (WGEA) à l'ISC de Thaïlande lors du XXVe INCOSAI. Cet article met en lumière notre période de présidence 2020-2025 en mettant l'accent sur l'innovation, ainsi que sur les principaux enseignements à tirer en matière d'organisation de réunions, de communication efficace et d'investissement dans les relations avec les parties prenantes. Il comprend également une série de conseils qui pourraient inspirer d'autres présidents de groupes de travail.

La vision “Pour un avenir commun durable – Un audit environnemental innovant” a guidé notre travail. Lorsque nous avons commencé à assumer les fonctions de secrétariat au début de l’année 2020, peu de gens auraient pu prédire que nos premiers mois se dérouleraient dans le contexte d’une pandémie mondiale. Pourtant, c’est précisément ce contexte inattendu qui nous a poussés à expérimenter, à nous adapter et à réimaginer la manière dont un groupe de travail mondial pouvait prospérer.

Rapprocher les initiatives grâce aux plans de travail

Le WGEA de l’INTOSAI a publié plus de cinquante documents d’orientation et études au fil des ans. L’une de nos premières actions a été de visualiser l’ensemble de ce travail dans un arbre du WGEA afin de faciliter la compréhension de ce qui a été réalisé et, lorsque l’on démarre un nouveau projet, de se souvenir de ce qui a été fait précédemment.

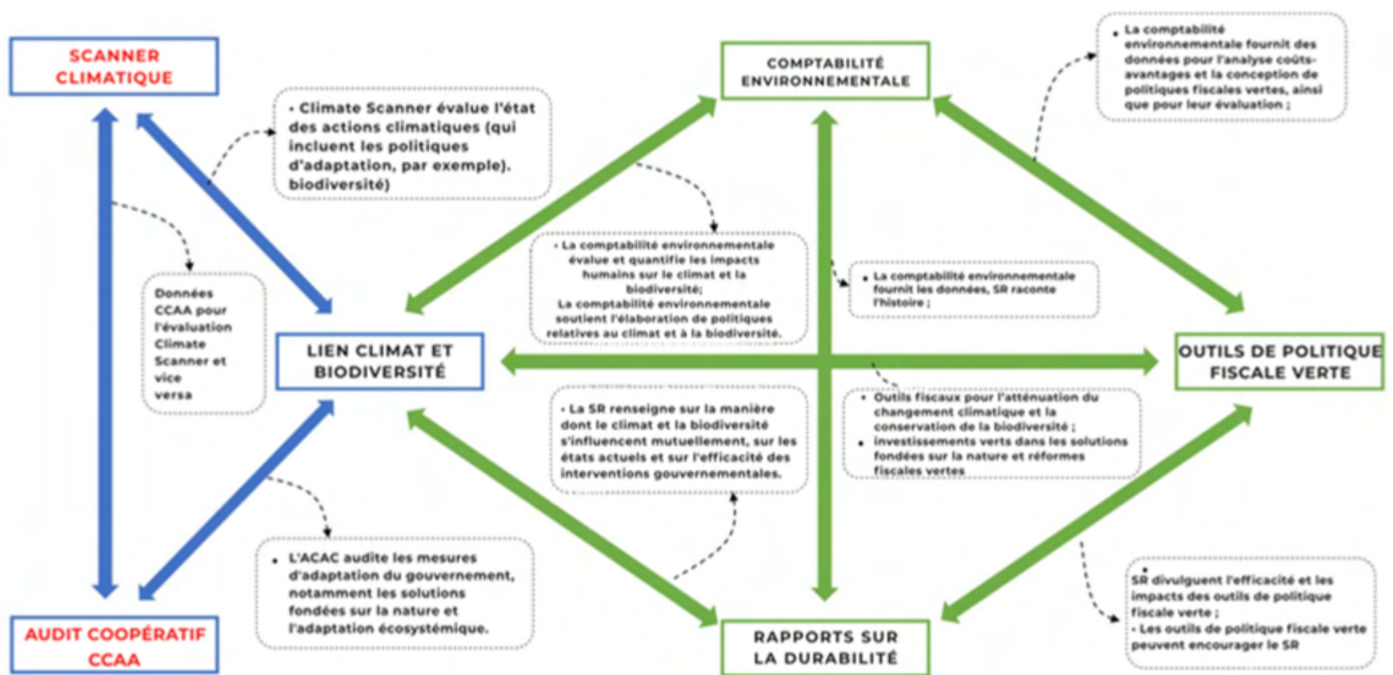


Arbre de l’INTOSAI WGEA. Source: INTOSAI WGEA

Les projets du WGEA visant à soutenir l'audit sont menés par les ISC du Comité directeur. En 2020-2022, l'accent a été mis sur les déchets plastiques, la finance climatique, le transport durable, ainsi que sur la cohérence des politiques et l'engagement multipartite. Au cours de la période 2023-2025, les projets ont été organisés dans le cadre de deux pôles thématiques : climat et biodiversité, et économie verte. Les ISC du Canada, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Thaïlande, du Royaume-Uni, des États-Unis et de la Cour des comptes européenne étaient les chefs de projet, et d'autres ISC du Comité directeur ont apporté leur contribution.

Au cours des trois dernières années, grâce à la structure en étoile, nous avons cherché à établir des liens entre les projets, y compris deux projets mondiaux influents : le ClimateScanner dirigé par l'ISC du Brésil et l'Audit coopératif sur les actions d'adaptation au changement climatique réalisé avec l'IDI.

Les liens entre les projets et leur nature systémique sont illustrés dans un poisson du WGEA!



Interconnexions des projets dans le cadre du plan de travail 2023-2025 de l'INTOSAI WGEA. Source: INTOSAI WGEA

Les objectifs de développement durable (ODD) constituent un autre élément d'harmonisation. Nous avons insisté sur le fait que les audits des ODD peuvent être menés de différentes manières. D'une part, le WGEA s'est penché sur des cibles environnementales individuelles des ODD, telles que le financement du climat dans le cadre de l'ODD 13A. D'autre part, nous avons mis en évidence les liens entre les objectifs et les cibles et insisté sur la nécessité d'une cohérence politique, en proposant des outils pratiques pour les évaluations.

Les projets ont été complétés par des formations dans le cadre de cours en ligne ouverts et massifs (MOOC) organisés par l'ISC d'Estonie, ainsi que par des formations en personne et par webinaire organisées par l'ICED au sein de l'ISC d'Inde. La base de données d'audit du WGEA constitue également une ressource clé. Nous avons été heureux d'apprendre que cette ressource a récemment été utilisée non seulement par des auditeurs, mais aussi par des chercheurs.

Renforcer la sensibilisation et les relations avec les parties prenantes

La communication a été l'une des principales préoccupations du secrétariat tout au long de ces six années. Nous avons introduit de nouveaux types de publications, notamment des blogs, des podcasts, des bulletins destinés aux parties prenantes mondiales et des vidéos. Une vidéo de formation sur l'audit environnemental – désormais remplacée par la version actualisée des Principes de base de l'audit environnemental – a été visionnée 6 400 fois en six ans. LinkedIn est devenu notre principal canal de médias sociaux, ce qui nous permet d'atteindre les auditeurs et d'autres parties prenantes.

Nous avons également développé des visualisations, telles que l'arbre du WGEA. Lors d'une grande assemblée en ligne, nous avons également expérimenté la facilitation visuelle, avec un artiste capturant les discussions au fur et à mesure qu'elles se déroulaient. Nous avons également produit des dépliants sur les ODD pour stimuler le brainstorming dans les ateliers.



Visualisation des projets 2020-2022 et de leurs liens avec les ODD par Raquel Bermengui. Source : INTOSAI WGEA

Nous avons abordé les relations avec les parties prenantes sous deux angles. D'une part, nous voulions que les auditeurs disposent de données et d'informations actualisées sur les développements actuels. D'autre part, nous nous sommes efforcés de faire en sorte que les messages des ISC soient entendus par les organisations internationales. Le WGEA, par exemple, a commenté les questions liées au financement international de la lutte contre le changement climatique, en soulignant que le montant du financement à lui seul ne garantit pas grand-chose lorsque c'est l'impact qui compte. De même, le résumé des audits d'adaptation de l'ACSC offre des informations plus granulaires sur la planification et la mise en œuvre de l'adaptation que de nombreuses analyses globales basées sur des données quantitatives.

Les messages des ISC doivent être portés là où les politiques sont élaborées. Les événements les plus visibles pour le WGEA ont été les conférences sur le climat, auxquelles nous avons participé trois fois en organisant notre propre événement parallèle. Garantir l'accès et organiser de tels événements nécessite une collaboration avec l'ISC du pays hôte (l'ISC des Émirats arabes unis à la COP28, l'ISC d'Azerbaïdjan à la COP29 et l'ISC du Brésil à la COP30) et les délégations nationales, ainsi que des nerfs d'acier pour gérer les arrangements de dernière minute et les incertitudes. La COP29 à Bakou et la présence du président de la COP à notre événement ont constitué un moment fort.



Audience lors de l'événement parallèle de l'ISC à la COP29. Source : INTOSAI WGEA

Les réunions doivent apporter une valeur ajoutée aux émissions

La pandémie inattendue a également eu des conséquences positives. Les réunions en ligne sont devenues une pratique courante, tout comme les webinaires. Ces pratiques ont permis de réduire la charge environnementale – un facteur important pour un groupe environnemental – ainsi que la charge budgétaire associée aux déplacements. Toutefois, le travail en ligne présente également des inconvénients, notamment liés aux différences de fuseaux horaires. C'est généralement la Nouvelle-Zélande qui a dû compromettre ses nuits de sommeil !

Malgré les nouvelles réalités virtuelles, nous n'avons jamais perdu de vue la valeur des réunions en personne et le sens du lieu. Cela nous a permis de relever le niveau des réunions en personne : nous ne nous sommes réunis que lorsque c'était nécessaire et nous avons veillé à ce qu'elles soient bien planifiées. Par exemple, nous avons mis l'accent sur le lien entre les lieux de réunion et les questions environnementales pertinentes au niveau local. Les réunions n'ont pas lieu au hasard. Au contraire, elles peuvent permettre de mieux comprendre les défis environnementaux régionaux et aider les participants à mieux comprendre les liens mondiaux.

Lors de la 21e assemblée à Ukulhas, aux Maldives, nous avons traversé des mers agitées pour discuter de la résilience climatique ; lors de la 22e assemblée, nous avons fait l'expérience du froid de l'hiver arctique à Rovaniemi ; et lors de la 23e assemblée à Malte, nous avons découvert les défis liés à l'eau dans la région méditerranéenne. Ces réunions comprenaient des visites à un banc de sable, à des éleveurs de rennes et à un centre de recyclage de l'eau.



Excursion au centre de recyclage des eaux usées à Malte lors de la 23^{ème} Assemblée. Source : INTOSAI WGEA

Les stratégies basées sur le lieu nous ont également permis d'introduire de nouveaux sujets. À Ukulhas, nous avons mis l'accent sur la perspective des petits États insulaires en développement (PEID), et à Rovaniemi, nous avons discuté des connaissances autochtones, précieuses pour comprendre l'évolution rapide des environnements dans l'Arctique et au-delà. Je suis très fière que cette réunion ait donné naissance à un réseau mondial d'auditeurs qui examinent les affaires autochtones dans le cadre de l'audit, au-delà des thèmes environnementaux.

Célébrer les succès et transformer les défis en triomphes

Le lancement du prix WGEA "Inspiration in Environmental Auditing" (inspiration en matière d'audit environnemental) a constitué une innovation dans la célébration de la réussite. L'objectif de ce prix est de reconnaître les réalisations et d'encourager les auditeurs à explorer de nouvelles approches et de bonnes pratiques. Il a été décerné quatre fois lors de l'assemblée du WGEA.



Remise du tout premier prix du WGEA de l'INTOSAI lors de la 20^e assemblée du WGEA de l'INTOSAI, retransmise en ligne depuis un studio à Helsinki. Source: INTOSAI WGEA

Une véritable innovation a été le développement et le pilotage de la clinique d'audit, un modèle de soutien nouveau et souple. Ce modèle est né en réponse à une tentative infructueuse de mise en place d'un modèle plus lourd de soutien de pair à pair. Cette approche n'ayant pas eu de succès, nous avons inversé le concept. La clinique d'audit permet à une ISC de réserver un créneau d'une heure pour discuter de n'importe quel sujet lié à l'audit environnemental avec des collègues plus expérimentés. La phase pilote a suscité d'excellentes réactions de la part des participants.

Sur le plan institutionnel, nous avons renforcé la structure de l'AEMG en créant le poste de vice-président et en invitant l'ISC des Maldives à assumer cette fonction. Il s'agissait d'une nécessité pratique : partager la charge de travail et obtenir des informations précieuses de la part d'une ISC opérant dans un contexte différent. Cela permet également à une petite ISC de prendre part à un rôle de leadership qu'elle n'aurait peut-être pas les moyens d'assumer autrement.

L'agilité offre des opportunités à une petite ISC

Nous considérons que la présidence de six ans – une tradition établie de longue date au sein du WGEA – est un bon délai. Elle est suffisamment longue pour permettre au président de s'épanouir dans son rôle. Par exemple, nous avons d'abord observé la lenteur des progrès dans la mise à jour des normes de l'INTOSAI et, au cours de notre deuxième mandat de trois ans, après l'absence de progrès dans la procédure régulière de l'INTOSAI pour l'établissement des normes, nous avons simplement renouvelé les documents d'orientation périmés du GTAE par le biais du processus d'assurance qualité de l'INTOSAI pour les produits non-IFPP en tant qu'orientation du GTAE. Cela reflète notre conviction que l'objectif le plus important des groupes de travail de l'INTOSAI est de servir les auditeurs.

Chaque ISC a son propre style de gestion. Le secrétariat finlandais croyait fermement à l'interaction informelle. À notre avis, les cadres très formels avec des protocoles stricts bloquent la discussion et tuent l'innovation.

L'un des avantages de l'hébergement du secrétariat au sein de l'ISC de Finlande était le degré élevé d'autonomie et la hiérarchie plate de l'organisation, qui permettaient des décisions rapides de la part de la direction en cas de besoin. En conséquence, le secrétariat a pu travailler de manière très indépendante et agile. Il s'agit là d'une leçon importante : avec la bonne attitude, même une ISC relativement petite peut diriger efficacement un groupe de travail mondial.

Au milieu de l'année 2025, nous avons procédé à une analyse de la portée. Malgré ses 86 membres, le WGEA a pu atteindre 174 ISC par le biais de divers projets et formations. Cela n'a été possible que grâce à la collaboration – grâce au travail des dirigeants précédents, au soutien inébranlable du Comité directeur et au dévouement de nos chefs de projet.

Ce fut un honneur de servir la communauté du WGEA – une communauté profondément engagée dans l'avancement de l'audit environnemental. Nous avons été très heureux de passer le relais à SAI Thaïlande. Avec de nouvelles idées, le WGEA continuera à prospérer et à réaliser des audits efficaces contribuant à un avenir plus durable.

- Vivi Niemenmaa, secrétaire générale du groupe de travail de l'INTOSAI pour 2020-2025 à l'ISC de Finlande

Conseils pour les présidents des groupes de travail de l'INTOSAI :

- Définissez une vision claire et fixez des priorités – concentrez-vous sur ce qui compte le plus.
- Rendez à César ce qui appartient à César – les personnes qui font du bénévolat méritent d'être reconnues.
- Trouvez un équilibre entre les réunions en ligne et en personne – tenez compte des coûts, de la durabilité et de la valeur de l'interaction en personne.
- Obtenez une assistance informatique fiable pour les réunions en ligne si l'expertise interne est limitée.
- Traitez les droits d'auteur et les données personnelles avec le plus grand soin – respectez les lois, les normes de sécurité et les exigences en matière de sécurité.
- Les cartes et les décisions organisationnelles peuvent comporter des sensibilités politiques – utilisez des projections cartographiques précises et abordez ces questions de manière réfléchie.
- Faites tourner la présidence régulièrement – les nouvelles perspectives favorisent l'innovation.

CONTRIBUTION SPÉCIALE

40^E ANNIVERSAIRE DE L'INITIATIVE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INTOSAI



Einar Gørrissen, directeur général de l'Initiative de développement de l'INTOSAI. Source : Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)

Quarante ans d'IDI — et les partenariats qui l'ont rendu possible

Auteur : Einar Gørrissen, Directeur général de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)

À une époque de changements continus, où les défis géopolitiques, le changement climatique et l'incertitude croissante dans l'ordre mondial sont omniprésents, il peut être difficile de trouver des éléments positifs, des lueurs d'espoir dans un ciel autrement gris. Mais nous y sommes : l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) célèbre cette année son 40^{ème} anniversaire. Au cours de ces 40 années, nous avons soutenu les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) à l'échelle mondiale. Notre vision reste celle d'ISC indépendantes, crédibles et durables pour des sociétés meilleures et des conditions de vie améliorées.

Comment tout cela a-t-il commencé ? Et, plus important encore, où allons-nous ? Dans les numéros 2026 de la Revue de l'INTOSAI, nous partagerons notre histoire en quatre parties. Nous partagerons des informations sur notre croissance et notre évolution, les développements clés en matière de professionnalisation et de gouvernance, et nous nous tournerons vers l'avenir. Bienvenue dans la première partie de notre voyage !

Les débuts au Canada

Lors de l'INCOSAI à Sydney en 1986, le Comité directeur de l'INTOSAI a approuvé la résolution visant à créer l'IDI. Sa création repose sur la reconnaissance d'un besoin urgent de soutenir les ISC des pays en développement afin de renforcer leurs performances et leurs capacités.

Lorsque l'ISC du Canada a organisé les premiers ateliers techniques en 1986, le concept était modeste, mais l'idée était forte : donner aux auditeurs des outils qu'ils pouvaient utiliser immédiatement. Ces ateliers étaient axés sur les compétences, mais surtout, ils ont permis de créer des liens entre les ISC et de mettre l'accent sur la communauté. La coopération est devenue la norme, et non l'exception. Cette formation et ce soutien ont permis de continuer à développer un réseau d'ISC, en s'appuyant sur les Secrétariats régionaux de l'INTOSAI, les Groupes de travail et les partenaires afin de renforcer la réputation de l'IDI en tant que ressource clé pour le développement des capacités des ISC.

Changement de cap : l'IDI s'installe en Norvège

En 1998, les membres du XVI^e INCOSAI ont approuvé le déménagement de l'IDI du Canada vers la Norvège. Le Parlement norvégien a approuvé cette décision et l'IDI a officiellement déménagé en Norvège en 2001, hébergée par l'ISC de Norvège. C'est à cette époque que l'IDI a été créée en tant que fondation en Norvège, avec un Conseil d'administration supervisant l'organisation.

Nous avons été reconnaissants de la confiance que l'INTOSAI nous a témoignée tout au long de cette transition. La communauté mondiale des ISC a démontré sa confiance en notre capacité d'adaptation pendant cette période, et nous étions déterminés à obtenir des résultats.



Photo du personnel de l'Initiative de développement de l'INTOSAI à Oslo, en 2001. Source : Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)

Former les formateurs : une première leçon en matière de durabilité

De 2001 à 2005, nous nous sommes concentrés sur des programmes de formation à long terme pour les formateurs. Nous voulions nous assurer que notre réseau de formateurs était en mesure d'apporter son soutien au sein de leurs institutions et de leurs régions. La formation ne visait pas seulement le développement des capacités, elle était aussi une déclaration selon laquelle les ISC pouvaient prendre leur avenir en main. Et cela a été rendu possible lorsque les organismes régionaux et les ISC individuelles se sont mobilisés. Cette approche a été mise en œuvre à travers des ateliers organisés dans le monde entier. L'un des premiers ateliers, organisé en Norvège, a contribué à créer une communauté de formateurs des ISC grâce à une visite sur place et à un échange culturel. Le réseau de l'INTOSAI n'a pas seulement participé, il a cocréé.

Le développement des capacités prend de l'ampleur

À partir de 2005, l'utilisation accrue des solutions numériques sur le lieu de travail a permis de combler les écarts transcontinentaux et de promouvoir l'innovation pour l'IDI. Cette période a vu la transition des ateliers techniques vers un développement des capacités plus large, y compris les premiers efforts en matière d'apprentissage en ligne. Nous avons pris conscience que les ISC avaient besoin de plus que des compétences : elles avaient besoin de systèmes.

Dans le même temps, de nouvelles tendances mondiales ont émergé : une crise financière mondiale, l'émergence de puissances économiques non occidentales et une instabilité accrue combinée à des « guerres sans fin » ont contribué à renforcer le besoin d'institutions solides, de contrôle des fonds publics et de transparence. Le débat s'est alors orienté vers la manière dont les ISC pouvaient contribuer à répondre à des questions plus larges concernant le secteur public.

IDC et soutien à la mise en œuvre de l'ISSAI

À la suite de la signature du Protocole d'accord entre l'INTOSAI et les bailleurs de fonds, nous avons créé en 2009 le Secrétariat pour la Coopération INTOSAI- bailleurs de fonds au sein de l'IDI. Parmi les principales réussites, citons l'introduction des Rapports triennaux d'inventaires mondiaux des ISC, l'élaboration du Cadre de mesure de la performance des ISC (SAI PMF) et la fourniture d'un soutien aux ISC.

Parallèlement, nous avons commencé à nous attaquer à certains des défis les plus difficiles auxquels sont confrontées les ISC, notamment en les aidant à mettre en œuvre les Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI). Il s'agissait d'une entreprise monumentale, et notre travail de professionnalisation des ISC dans ce domaine se poursuit aujourd'hui. Là encore, le soutien des ISC et de l'INTOSAI a été déterminant, et sans cette dynamique collective, les progrès auraient été limités.

Axes de travail et soutien sur mesure

Lorsque nous sommes passés des programmes aux axes de travail en 2019, cette transition reflétait une réalité plus intégrée. Ces dernières années, les ISC sont confrontées à des pressions qu'aucun programme de formation des années 1980 n'aurait pu prévoir.

À titre d'illustration, voici quelques-uns des principaux thèmes sur lesquels nous avons travaillé ensemble :

- Objectifs de développement durable des Nations Unies — le rôle des ISC dans le soutien à la mise en œuvre des ODD, la mise en évidence des progrès et la cohérence des politiques.
- COVID-19 — pression sans précédent sur les finances publiques, achats d'urgence et nécessité de réponses agiles de la part de la communauté des ISC en matière d'audit.
- Indépendance et gouvernance des ISC — recul démocratique mondial et pression accrue sur l'indépendance des ISC, ainsi que le rôle exemplaire des ISC en matière de pratiques de gouvernance.
- Dette publique et rapports sur la viabilité — plus récemment, nous avons décidé d'apporter notre soutien aux ISC dans les domaines de l'audit de la responsabilité en matière de dette publique et de l'audit des rapports sur la viabilité du secteur public.

Tous ces domaines ont exigé des décisions audacieuses, de l'innovation et de la confiance. Une fois de plus, le réseau de l'INTOSAI — Régions, Commissions, Groupes de travail et ISC individuelles — a répondu présent. Notre soutien collectif aux ISC s'est élargi afin de promouvoir et de défendre leur rôle dans le soutien à la démocratie et la lutte contre la corruption.

Le renforcement des ISC n'est pas un exercice technique consistant à former, à transférer des connaissances et à attendre des résultats. En effet, les quarante dernières années nous ont appris que le renforcement des ISC nécessite quelque chose de beaucoup plus complexe : un engagement à long terme, une compréhension institutionnelle, une confiance mutuelle et un réseau qui croit en la mission.

Un effort communautaire

Lorsque nous réfléchissons aux quarante dernières années, une vérité ressort clairement : l'impact au sein de la communauté des ISC n'a jamais été le résultat d'une action isolée. Il s'est construit grâce à des partenariats, à la confiance et à la conviction commune que des ISC fortes et indépendantes sont essentielles à la bonne gouvernance et au développement. L'évolution de notre travail ne s'est pas faite de manière isolée. Elle s'est produite parce qu'une communauté entière, la famille de l'INTOSAI, a choisi de la soutenir.

Et pour cela, nous tenons à vous remercier, vous, nos partenaires de l'INTOSAI, nos partenaires de développement, les ISC du monde entier, ainsi que tous nos collègues, personnes-ressources et experts qui ont choisi d'investir leur temps, leur expérience et leur passion dans ce travail.

Nous nous réjouissons à la perspective des 40 prochaines années, au cours desquelles nous célébrerons ensemble notre impact et façonnerons l'avenir.



Magnus Borge (à gauche), ancien directeur général de l'Initiative de développement de l'INTOSAI, et Einar Gørrissen, directeur général de l'Initiative de développement de l'INTOSAI. Source : Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)



CELEBRATING IMPACT. SHAPING FUTURES.

Source : Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)



INTERNATIONAL JOURNAL
— OF GOVERNMENT AUDITING —